



SIBUET ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION ICPE

**Demande d'autorisation environnementale
PJ n°46 – Description des procédés de fabrication**

AVANT-PROPOS

Note de rédaction :

Le présent dossier a été rédigé par les bureaux d'études Advice Environnement (655, Avenue Leopold Fabre – 38250 Lans en Vercors / Tel : 09 73 17 09 17 – Fax : 09 78 17 09 17). Le dossier a été établi sur la base des informations fournies par le donneur d'ordre. La responsabilité d'Advice Environnement ne pourraient être engagées si les informations qui leurs ont été communiquées sont incomplètes ou erronées.

Ce rapport, ainsi que les cartes ou documents, et toutes autres pièces annexées constituent un ensemble indissociable ; en conséquence, l'utilisation qui pourrait être faite d'une communication ou reproduction partielle de ce rapport et annexes ainsi que toute interprétation au-delà des énonciations d'Advice Environnement ne sauraient engager la responsabilité de celle-ci. Il en est de même pour une éventuelle utilisation à d'autres fins que celles définies pour la présente prestation.

VALIDATION

REDACTEUR(S)	FONCTION(S) / QUALITE(S) / QUALIFICATION(S)	DATE DE REDACTION
Damien COLASUONNO	Consultant Environnement ADVICE ENVIRONNEMENT	17/04/2025
VERIFICATEUR(S)	FONCTION(S) / QUALITE(S) / QUALIFICATION(S)	DATE DE VERIFICATION
Damien COLASUONNO	Consultant Environnement ADVICE ENVIRONNEMENT	17/04/2025
APPROBATEUR(S)	FONCTION(S) / QUALITE(S) / QUALIFICATION(S)	DATE D'APPROBATION
Laurent Dupon	Président de Sibuet Environnement	17/04/2025

SUIVI DES MODIFICATIONS

VERSION	DATE DE REVISION	OBJET DE LA MODIFICATION
0	17/04/2025	Création du document

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	2

SOMMAIRE

1	RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	5
1.1	Identité du demandeur.....	5
1.3	Présentation de Sibuet Environnement.....	6
1.3.1	Sites en exploitations.....	6
1.3.2	Domaines d'activité.....	6
1.4	Présentation synthétique de l'activité du Cheylas.....	7
1.5	Centre de regroupement.....	8
1.6	Situation administrative historique.....	8
1.7	Demande d'autorisation et modification du site existant.....	10
1.7.1	Transfert du centre de regroupement.....	10
1.7.2	Installation d'une ligne automatisée pour le traitement des déchets dangereux et non dangereux.....	10
1.7.3	Volume et tonnage de déchets en transit.....	20
1.7.4	Capacité de traitement des déchets dangereux et non dangereux.....	20
1.7.5	Activités annexes ou connexes.....	21
1.8	Motivation du projet.....	25
1.9	Demande d'examen au cas par cas.....	26
2	PRESENTATION DETAILLEE DU SITE.....	27
2.1	Localisation du site.....	27
2.2	Situation cadastrale.....	28
2.3	Maitrise du foncier.....	29
2.4	Situation au regard du règlement d'urbanisme.....	29
2.5	Caractéristiques de la zone d'activité SLS Actiparc.....	29
2.6	Voies d'accès au site.....	29
2.7	Aménagements et infrastructures du site.....	30
3	PLAN GENERAL.....	32
3.1	Configuration actuelle.....	32
3.2	Configuration modifié.....	34
4	PROPOSITION DE CLASSEMENT.....	36
4.1	Vis-à-vis de la loi sur l'eau.....	36
4.2	Vis-à-vis des installations classées pour la protection de l'environnement.....	37
4.2.1	Rubriques concernées.....	37
4.2.2	Situation vis-à-vis de l'article r. 515-58 du code de l'environnement.....	38
4.3	Situation vis-à-vis de la directive SEVESO.....	40
4.3.1	Dépassement direct.....	42
4.3.2	Règle de cumul.....	42
4.3.3	Conclusion.....	42
4.3.4	Tableau de classement.....	42
4.4	Plan des installations classées pour la protection de l'environnement.....	45
4.5	Rayon d'affichage.....	46
4.1	Prescriptions réglementaires applicables.....	48
5	ANNEXES.....	49

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	3

LISTE DES FIGURES

Figure 1 – logigramme de la ligne des écrans cathodiques	17
Figure 2 – logigramme de la ligne des écrans plats.....	18
Figure 3 – logigramme de la ligne de tri automatique.....	19
Figure 4 – Plan de localisation du site.....	27
Figure 5 – Plan cadastral du site.....	28
Figure 6 – Photo aérienne du site	30
Figure 7 – Plan des installations dans la configuration initiale	33
Figure 8 – Plan des installations dans la configuration modifié.....	35
Figure 9 – Localisation des installations classées	45
Figure 10 – Rayon d’affichage	47

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	4

1 Renseignements généraux

1.1 Identité du demandeur

Identité sociale :	SIBUET
Forme juridique :	SAS, société par actions simplifiée
Adresse de l'établissement :	1076 Av. du Dauphiné, 38570 Le Cheylas Zone d'activité SLS Actiparc Sillon Alpin
Siège social	ZA la Grande Bellavarde 670 route de la Servaz 73390 Chamoux sur Gelon
Code NAF :	38.21Z
Date immatriculation RCS :	1991
SIRET :	38126354000092
Responsable du site :	Laurent Dupon En sa qualité de Président de Sibuet Environnement
Coordonnées du site	X 45.3821° Y 5.9983°

1.2 Responsable juridique

Le signataire de la présente demande d'autorisation d'exploiter est :

Laurent Dupon
En sa qualité de Président de Sibuet Environnement

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	5

1.3 Présentation de Sibuet Environnement

Sibuet Environnement est une société indépendante spécialisée dans la gestion des déchets et des ressources, implantée en région Auvergne-Rhône-Alpes. Fondée en 1991, elle a développé une expertise reconnue dans la collecte, le transport, le tri, et la valorisation des déchets, avec un accent particulier sur les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE). Son siège social est situé à Chamoux-sur-Gelon, en Savoie.

1.3.1 Sites en exploitations

Sibuet Environnement exploite cinq sites dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, optimisant ses capacités de gestion des déchets :

- **Chamoux-sur-Gelon (73390, Savoie) :**

Siège social et centre névralgique de l'entreprise.

Infrastructures :

- Un bâtiment administratif.
- Un espace dédié aux chauffeurs (vestiaires et salle de réunion).
- Aire de stationnement pour 25 camions.
- Local d'entretien, aire de lavage, et plateforme de distribution de carburant.
- Centre de regroupement des DEEE pour la Savoie et l'Isère (73/38).

- **Le Cheylas (38570, Isère) :**

Centre de regroupement et de tri des écrans DEEE (cathodiques et plats) avec deux chaînes manuelles de démantèlement, préparant l'intégration d'une nouvelle ligne automatisée.

Partenariats : ECOSYSTEM, regroupement des lampes pour le sud de la France.

- **Charnoz-sur-Ain (01800, Ain) :**

Centre de regroupement des DEEE pour les départements de l'Ain, du Rhône, de l'Isère, et de la Saône-et-Loire.

Capacités complémentaires : Stockage de CSR destiné à la cimenterie de Montalieu.

- **Le Pouzin (07250, Ardèche) :**

Site de regroupement pour les DEEE des départements de l'Ardèche et de la Drôme, avec un emplacement stratégique sur l'axe Valence-Montélimar.

- **Hières-sur-Amby (38190, Isère) :**

Installation dédiée au stockage et à la livraison de CSR, fournissant 40 000 tonnes annuelles de combustible de substitution à la cimenterie de Montalieu.

1.3.2 Domaines d'activité

Gestion des déchetteries

Sibuet Environnement gère la partie « bas de quai » pour plus de 30 déchetteries, incluant :

- Mise à disposition de bennes, collecte, et traitement des déchets.
- Collaboration avec des syndicats tels que le Sibrecsa, Grand Lac, et Syclum.
- Gestion des déchets pour des clients industriels comme la papeterie de La Rochette.
- Parc de 15 camions, 600 bennes, et une équipe de 15 chauffeurs.
- *Chiffre d'affaires annuel :* 4 M€.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	6

Transport de déchets

Une flotte de 12 camions et 22 semi-remorques FMA est mobilisée pour le transport de CSR et des déchets DEEE, avec une logistique rigoureuse pour le suivi et la traçabilité.

- Partenariats : ECOMAISON, ECOSYSTEM, ECOLOGIC.
- Gestion des cimenteries en flux tendu 24/7.
- *Chiffre d'affaires annuel* : 4 M€.

Gestion des DEEE

Depuis 2006, Sibuet travaille avec ECOSYSTEM et ECOLOGIC pour :

- La mise en place de contenants sur déchetteries et chez les distributeurs.
- Le regroupement sur trois sites et le traitement des écrans cathodiques et plats.
- Un processus couvrant la collecte, le tri, le regroupement, et l'acheminement vers les centres de traitement.

1.4 Présentation synthétique de l'activité du Cheylas

Le site du Cheylas est un centre de tri des écrans usagés agréé par les éco organisme Ecologic et Ecosystem. Sibuet dispose de deux ligne de tri sur son site :

➤ Une Ligne de Démantèlement Manuel des Écrans Cathodiques (CRT) :

Cette ligne est dédiée au démontage des écrans à tubes cathodiques. Les opérations effectuées incluent :

- Tri des écrans à leur réception.
- Démontage manuel complet pour séparer les différents composants :
- Tubes cathodiques (déchets dangereux contenant du plomb).
- Coques plastiques triées en fonction de la présence de retardateurs de flamme bromés (RFB).
- Métaux ferreux et non ferreux (aluminium, ferraille, câbles).
- Expédition des fractions valorisables et des déchets dangereux vers des filières spécialisées.

➤ Une ligne de Démantèlement Manuel des Écrans Plats (LCD, Plasma, LED)

Cette ligne permet le traitement des écrans plats, comprenant les étapes suivantes :

- Démontage manuel pour retirer les éléments polluants tels que les lampes contenant du mercure, les piles, et les condensateurs.
- Séparation des modules d'affichage et des coques plastiques pour valorisation.
- Tri des plastiques par type, avec un stockage distinct des fractions contenant des retardateurs de flamme bromés.

Le site dispose de zones de réception et de regroupement temporaire des déchets en attente de traitement ou d'expédition.

L'ensemble des opérations repose sur des **procédés manuels**. En application de la note BPGD-22-041 Note-dechets_27042022, il s'agit d'une installation de tri : Installation recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à la séparation des différentes fractions élémentaires les composant, sans modifier leur composition physique, chimique de ces fractions élémentaires et sans toucher à leur intégrité physique. Par exemple la séparation manuelle des éléments plastiques et métalliques pour les DEEE, les opérations de centrifugation, de décantation, ou de filtration qui n'utilisent pas de substances ou préparations chimiques, sont des opérations de tri.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	7

1.5 Centre de regroupement

Jusqu'en 2024, le site était employé comme centre de regroupement des déchets DEEE. Les opérations suivantes y étaient réalisées :

- Réception des déchets : Accueil des équipements électriques et électroniques usagés provenant de divers points de collecte tels que les déchetteries, les distributeurs, ou les clients industriels.
- Regroupement temporaire : Stockage des déchets dans des zones sécurisées en attendant leur traitement ou leur expédition vers des filières spécialisées.
- Tri des déchets : Orientation des Écrans cathodiques et plats vers les lignes de démantèlement manuelles (CRT) :
- Préparation à l'expédition : Les différentes fractions sont regroupées pour leur envoi vers des centres de recyclage ou de centre de destruction.

1.6 Situation administrative historique

Le site **du Cheylas** a fait l'objet d'une déclaration ICPE en 2019 puis en 2022 pour les activités suivantes :

Rubrique		Désignation de la rubrique	Rubrique de la nomenclature	Volume de l'activité	Régime
2711	2	Déchets DEEE	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1 Supérieur ou égal à 1000 m3 2 Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	950 m³	DC
2714	2	Déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1 Supérieur ou égal à 1000 m3 2 Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	950 m³	D
2716	2	Déchets non dangereux non inertes	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1 Supérieur ou égal à 1000 m3 2 Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	950 m³	DC
2791	2	Traitement de déchets non dangereux	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1 Supérieure ou égale à 10 t/j ; 2 Inférieure à 10 t/j.	9 t/j	DC
2718	2	Transit de déchets dangereux	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :	0,9 t	DC

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	8

Rubrique	Désignation de la rubrique	Rubrique de la nomenclature	Volume de l'activité	Régime
		<div>1</div> <div>La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</div>		
		<div>2</div> <div>Autres cas</div>		

A: Autorisation; E: Enregistrement; DC: Déclaration avec Control; Déclaration; NC: Non Classé

Les récépissés de déclaration de 2019 et 2022 sont présentées en annexe.

Annexe 1 – Récépissés de déclaration de 2019 et 2022

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	9

1.7 Demande d'autorisation et modification du site existant

1.7.1 Transfert du centre de regroupement

Le **centre de regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)**, activité historique du site, a été déplacée vers un nouveau site implanté à Chamoux-sur-Gelon (73). Cette nouvelle implantation a fait l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture de Savoie, donnant lieu à un récépissé de déclaration annexé au présent document.

Annexe 2 – Récépissé de déclaration du site de Chamoux sur Gelon

1.7.2 Installation d'une ligne automatisée pour le traitement des déchets dangereux et non dangereux

1.7.2.1 Contexte

Depuis fin 2022, Sibuet Environnement traite l'intégralité des écrans des DEEE provenant des déchetteries des collectivités et des distributeurs (Darty, Boulanger, etc.) de 15 départements du Grand Sud-Est de la France. Ce traitement inclut quatre principaux types d'écrans :

- **Écrans de type tubes cathodiques** : Flux en baisse, mais représentant encore 30 à 40 % du tonnage.
- **Écrans plats** :
 - **Plasma** : Flux en baisse.
 - **LCD** : Flux en baisse.
 - **LED** : Flux en augmentation.

Caractéristiques des Écrans Plats

- **Potentiel de valorisation matière** : Richesse en matériaux de forte valeur (cartes électroniques, aluminium, câbles, ferraille).
- **Matières polluantes à gérer** : Présence de lampes mercure, condensateurs, plastiques bromés et piles nécessitant une dépollution.
- **Technologies en évolution constante** : Modifications fréquentes des tailles, formes et contenus, impliquant une adaptabilité constante des processus.

1.7.2.2 Gestion des flux

La création de cette nouvelle ligne automatisée marquera une étape importante dans la valorisation des déchets, en produisant des **matières premières recyclées (MPR)**. Actuellement, dans la phase manuelle préliminaire, les flux sortants sont principalement constitués de mélanges à retraiter, sans distinction claire des composants.

Flux principaux : fer et aluminium

Les deux flux majeurs identifiés, en fer et aluminium, représentent à terme une production annuelle estimée à **6 500 tonnes de fer** et **1 000 tonnes d'aluminium**. Ces MPR sont essentiels à la fabrication des produits de la société Winoa, voisine du site Sibuet dans la zone Actiparc. Winoa, leader mondial de la grenaille d'acier, utilise ces matériaux pour le grenaillage industriel, une alternative écologique au sablage. Les tests et collaborations avec Winoa ont confirmé l'adéquation des MPR aux exigences de qualité et de quantité, assurant une consommation régulière.

Flux secondaire : cuivre

Un troisième flux, le cuivre, est prévu avec une production d'environ **150 tonnes par an**. Ce matériau sera valorisé en fonction de partenariats locaux adaptés à son utilisation.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	10

Valorisation des cartes électroniques

Les cartes électroniques et accessoires permettront de produire des MPR de fer et d'aluminium. Les métaux précieux, comme l'or, l'argent et le palladium, bien que difficiles à recycler directement, seront isolés avec leur support résine. Cette démarche réduira le poids des flux à retraiter, optimisera le transport, et ajoutera une forte valeur ajoutée aux flux résiduels.

Métaux rares issus des lampes

Dans une seconde phase, grâce à un tri optique utilisant la technologie à fluorescence X, l'usine isolera des métaux rares comme l'yttrium, le lanthane et l'euporium, en se concentrant initialement sur les ampoules LED.

Production de plastiques recyclés

Le tri optique après broyage permettra de séparer les plastiques comme le PS, PC et PET pour produire des granulés prêts à l'emploi en partenariat avec **un partenaire**, spécialiste de la valorisation des plastiques. Ce partenariat garantira une prise en charge efficace des déchets plastiques difficiles à traiter.

Solution pour les refus

Enfin, pour les déchets non recyclables, une valorisation énergétique sera réalisée via la structure Bioval, proche du siège social de Sibuet Environnement sur la commune de Chamoux sur Gelon. Elle produira des combustibles solides de récupération (CSR) pour éviter l'incinération ou l'enfouissement.

1.7.2.3 Description de la ligne.

La ligne est constituée de plusieurs équipements spécifiques, choisis pour assurer une valorisation optimale des matériaux : broyeurs, cribles plans, cribles à disques ou à étoiles, séparateurs magnétiques, systèmes à courants de Foucault, spectrométrie proche infrarouge (IF), spectrométrie par fluorescence X (FX) et colorimétrie. Ces choix techniques ont été validés à l'issue d'une évaluation préalable, et associent des technologies éprouvées et des innovations récemment mises sur le marché.

Le procédé global se déroule en six grandes étapes :

1. Vidage et tri manuel initial

Les équipements entrants sont des écrans (tubes cathodiques et écrans plats). Après un premier tri manuel effectué sur un tapis de tri, les tubes cathodiques et indésirables sont écartés pour traitement spécifique. Les écrans plats sont quant à eux orientés vers les étapes suivantes. Les composants valorisables extraits à cette étape sont notamment : déviateurs (cuivre, ferraille, plastiques), aluminium, plastiques ABS et câbles.

2. Marquage des plastiques bromés et tri complémentaire

Les écrans plats sont préparés par retrait des câbles et analyse des plastiques à l'aide d'un spectromètre portable pour détecter la présence de brome. Deux filières sont alors définies :

- **Filière 1** : écrans contenant des plastiques bromés ou de type LCD → démantèlement complet.
- **Filière 2** : écrans sans plastiques bromés (LED, Plasma, PC portables, Apple) → démantèlement partiel.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	11

3. Démantèlement

Démantèlement complet (filière 1) : Extraction des composants dangereux (piles, batteries, condensateurs, tubes) et séparation des matériaux valorisables (aluminium, plastiques, ferraille). Les fractions suivantes iront ensuite dans la chaîne de broyage par catégorie de broyage :

- Aluminium
- Ferraille
- Plastiques ABS et autres
- Plastiques PS, PC et autres

Démantèlement partiel (filière 2) : Retrait des éléments dangereux (pile et batterie) avant passage en broyage :

- Dalle LED
- Dalle Plasma
- PC (éléments dangereux retirés)
- Apple (éléments dangereux retirés)
- Déviateurs
- Flux aluminium en mélange
- Flux ferraille en mélange
- Plastiques ABS et autres
- Plastiques PS, PC et autres
- Cartes électroniques selon catégories.

Les flux issus de cette étape sont triés par catégorie pour optimiser leur traitement ultérieur.

4. Broyage et premiers tris granulométriques

Les flux triés sont broyés par campagne et par fraction avec un réglage adapté à chaque typologie de déchet. Le broyeur est équipé :

- D'un crible 0-4 mm permettant l'extraction du verre,
- D'un déferrailleur magnétique pour séparer les métaux ferreux,
- D'un second crible pour affiner les fractions (5-12 mm), notamment pour les flux issus des PC portables.

Les matériaux séparés sont dirigés vers des filières de valorisation spécialisées.

5. Séparation par courant de Foucault et tri optique initial

Un système de courant de Foucault, précédé d'une poulie magnétique, permet de séparer les métaux non ferreux des autres matériaux.

Les refus (principalement des plastiques) sont valorisés, tandis que les métaux extraits (principalement aluminium) sont orientés vers une première phase de tri optique.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	12

6. Tri optique avancé

La chaîne intègre un module de tri optique de grande dimension, capable de combiner plusieurs capteurs :

- Métaux (inductif),
- Matière (proche infrarouge, fluorescence X),
- Laser,
- Couleur.

Ces technologies permettent d'obtenir des fractions très pures d'aluminium, de cuivre, d'inox, de plastiques et de cartes électroniques.

L'alimentation du tri optique est assurée par une trémie à vitesse et volume réglables, permettant d'optimiser la qualité du tri en continu.

1.7.2.4 Typologie et gestion des déchets sur site

Le site Sibuet traite principalement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des déchets non dangereux (DND) issus de diverses filières. Les flux entrants comprennent les écrans cathodiques, écrans plats, cartes électroniques, lampes, ainsi que des matériaux complexes (comme les compteurs électriques), des articles de sport, éléments de batterie, ou encore des refus de production ou de tri issus d'autres installations. Ces déchets sont soumis à des opérations de tri manuel, de retrait des composants dangereux, puis dirigés vers des lignes de traitement spécifiques, comme la ligne des écrans cathodiques, la ligne pour écrans plats ou la ligne de tri automatique avec une opération de broyage.

Les flux sortants sont orientés vers des filières spécifiques de valorisation ou d'élimination, en fonction de leur nature.

La liste de ces flux est présentée ci-dessous :

Flux	Entrant / Sortant/ Intermédiaire	Opération	Type	DND/DD
Ecrans cathodiques	Entrant	Tri manuel /démantèlement partiel => traitement sur ligne cathodique	DEEE	DD
Ecrans plats	Entrant	Tri manuel /démantèlement partiel ou total => traitement sur ligne plats	DEEE	DD
Cartes électroniques	Entrant	Tri manuel / retraits des éléments dangereux =>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	DEEE	DD
Lampes	Entrant	Tri optique	DEEE	DD
Lampe mercurielle	Sortant	Evacuation en filière	DEEE	DD
Autres lampes	Intermédiaire	=> traitement par broyage et ligne de tri automatique	DEEE	DND
Matériaux complexes (DEEE spécifique type compteur électrique non valorisés actuellement)	Entrant	Tri manuel / retraits des éléments dangereux =>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	DEEE	DD

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	13

Flux	Entrant / Sortant/ Intermédiaire	Opération	Type	DND/DD
Refus de production	Entrant	Tri manuel / retraits des éléments dangereux =>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	DND non inerte	DND
Refus de tri d'autres installations (DND non valorisables actuellement)	Entrant	Tri manuel / retraits des éléments dangereux =>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	DND non inerte	DND
Eléments de batterie déjà triés (DND non valorisables actuellement)	Entrant	Tri manuel / retraits des éléments dangereux =>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	DND non inerte	DND
Articles de sport	Entrant	Tri manuel / retraits des éléments dangereux =>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	DND non inerte	DND
Cable	Sortant	Tri par catégorie puis envoi en filière spécifique		
Tubes cathodiques	Sortant	Envoi en filière spécifique		
Condensateurs	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets dangereux	DD
Tubes et lampes de rétroéclairage	Sortant	Mis en carton avec sache plastique puis envoi en filière dédiée	Déchets dangereux	DD
Piles	Sortant	Mis fût avec couche de vermiculite(pour éviter les départ de feu) puis envoi en filière spécifique .	Déchets dangereux	DD
Plastiques bromés	Sortant	Mis en stock vrac puis envoi en filière spécifique	Déchets dangereux	DD
PAM	Sortant	Issu du tri initial: Indésirables Mis en caisse ADR ou bigbag grillagé puis envoi en filière spécifique	DEEE	DD
Déviateurs	Intermédiaire / Sortant	=>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique		DND
Cartes électroniques dépolluées	Intermédiaire / Sortant	=>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique ou envoi en filière spécifique	DND non inerte	DND
Dalles plasma	Intermédiaire	=>Broyage et traitement sur ligne de tri automatique	Déchets dangereux	DD
Plastique PS - Manuel	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets plastiques	DND
Plastique PMMA	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets plastiques	DND

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	14

Flux	Entrant / Sortant/ Intermédiaire	Opération	Type	DND/DD
Plastique ABS bromé	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets plastiques	DND
Plastique ABS non bromé	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets plastiques	DND
Plastique PS	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets plastiques	DND
Plastique PMMA	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets plastiques	DND
Ferraille	Sortant / intermédiaire	Envoi en filière spécifique	Déchets métalliques	DND
Aluminium	Sortant / intermédiaire	Envoi en filière spécifique	Déchets métalliques	DND
Cuivre	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets métalliques	DND
Métaux précieux	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets métalliques	DND
Verre broyée	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets de verre	DND
DIB en mélange => CSR	Sortant	Envoi en filière spécifique (valorisation énergétique)	DND non inerte	DND
Glycol	Sortant	Envoi en filière spécifique	Déchets dangereux	DD

Le site gèrera donc à la fois le traitement de déchets dangereux avec une attention particulière à la dépollution, et la valorisation matière de composants issus de DEEE ou de DND, s'inscrivant dans une logique d'économie circulaire.

1.7.2.5 Sécurisation du système de broyage sur la ligne de tri automatique

La chaîne de broyage et de tri automatique est équipée de nombreuses sécurités visant à réduire au maximum les risques opérationnels et environnementaux liés à ces activités :

1°) Contrôle des flux entrants pré-triés

- **Pré-sélection des déchets :** Les flux entrants sur le site ont déjà subi un tri en amont, éliminant majoritairement les éléments indésirables, ce qui limite la présence de composants non conformes ou dangereux dès le début du processus.

2°) Réception et contrôle à l'arrivée

- **Inspection à l'entrée :** À l'arrivée sur le site, chaque lot de déchets est systématiquement réceptionné et contrôlé. Les éléments indésirables, notamment les petits électroménagers (PAM), sont isolés et redirigés vers une filière spécifique, assurant ainsi que seuls les matériaux conformes intègrent la chaîne de traitement.

3°) Tri manuel préventif

- **Élimination des composants dangereux :** Un tri manuel en amont permet de détecter et d'éliminer les éléments susceptibles de présenter des dangers particuliers (par exemple, des piles au lithium pouvant exploser). Ce contrôle réduit considérablement le risque d'incidents liés à des composants explosifs ou dangereux.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	15

4°) Gestion des flux spécifiques par fraction

- **Isolation et catégorisation :** Toutes les fractions qui alimentent la ligne de broyage sont isolées, contrôlées et catégorisées. Cela assure que chaque typologie de déchet est traitée dans des conditions adaptées et que les risques liés à un mélange non maîtrisé sont éliminés.

5°) Système de brumisation pendant le broyage

- **Réduction de la dispersion des poussières :** Le broyeur est équipé d'un système de brumisation qui permet d'abaisser les poussières générées lors du broyage. Cette mesure vise à limiter l'émission de particules dans l'air, réduisant ainsi l'exposition des opérateurs aux poussières potentiellement nocives.

6°) Système d'aspiration dédié

- **Élimination des poussières contaminantes :** Parallèlement à la brumisation, le broyeur est doté d'un système d'aspiration spécialement conçu pour extraire toutes les poussières qui pourraient présenter un danger, garantissant ainsi un environnement de travail plus sûr et une meilleure qualité de l'air.

7°) Gestion spécifique des écrans plasma

- **Risque lié aux dalles plasma :** Dans la chaîne, la seule fraction considérée comme dangereuse correspond aux dalles plasma. La dangerosité de ces dalles est liée au verre qu'elles contiennent, lequel renferme des substances (calcium, sodium, baryum et strontium) susceptibles de dégager des poussières présentant des risques d'irritation cutanée, de lésions oculaires (HP4) ou de corrosion (HP8).

8°) Capotage du crible 0-4 mm

- **Confinement des poussières fines :** Après le broyage, la fraction fine de verre est récupérée par un crible 0-4 mm qui est entièrement capoté. Cette conception vise à empêcher toute émanation de poussière pendant le tri. La poussière collectée est ensuite isolée et acheminée vers une filière agréée pour son évacuation, garantissant une gestion sécurisée des éléments dangereux.

9°) Assainissement des flux post-tri

- **Matériaux dépollués :** Une fois le criblage réalisé, l'ensemble des matériaux qui reste sur la ligne ne présente plus d'éléments dangereux. Le process est conçu pour retirer spécifiquement les composants à risque, assurant ainsi que les étapes ultérieures de tri concernent uniquement des fractions dépolluées et sûres à traiter.

1.7.2.6 Synoptique de traitement

Les figures des pages suivantes présentent les synoptiques des chaînes de traitement dédiées aux écrans cathodiques, aux écrans plats, ainsi qu'à la ligne de tri automatique.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	16

Diagramme du process : Chaîne de démantèlement des écrans à tube cathodique

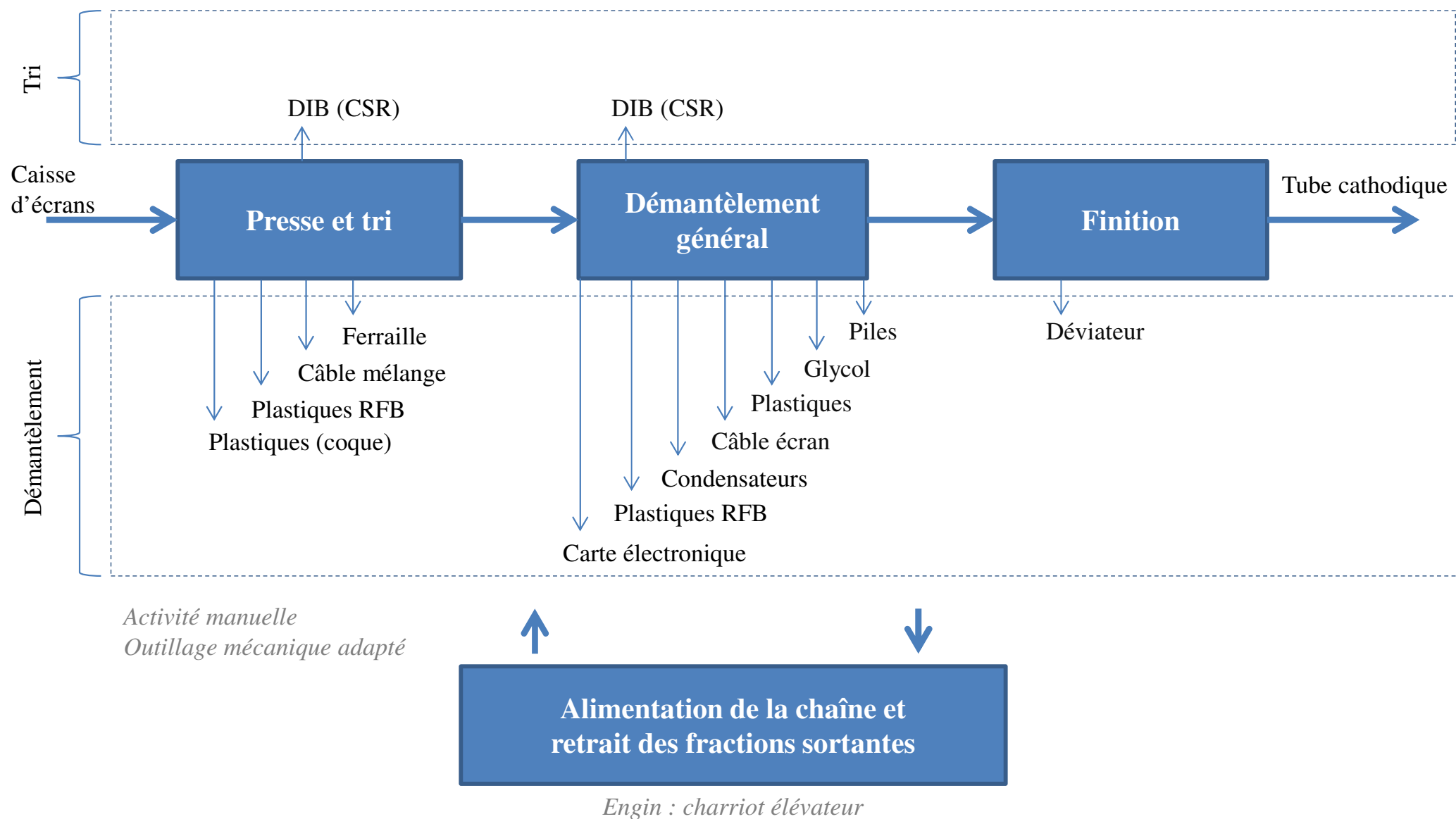


Diagramme du process : Chaîne de démantèlement des écrans plats

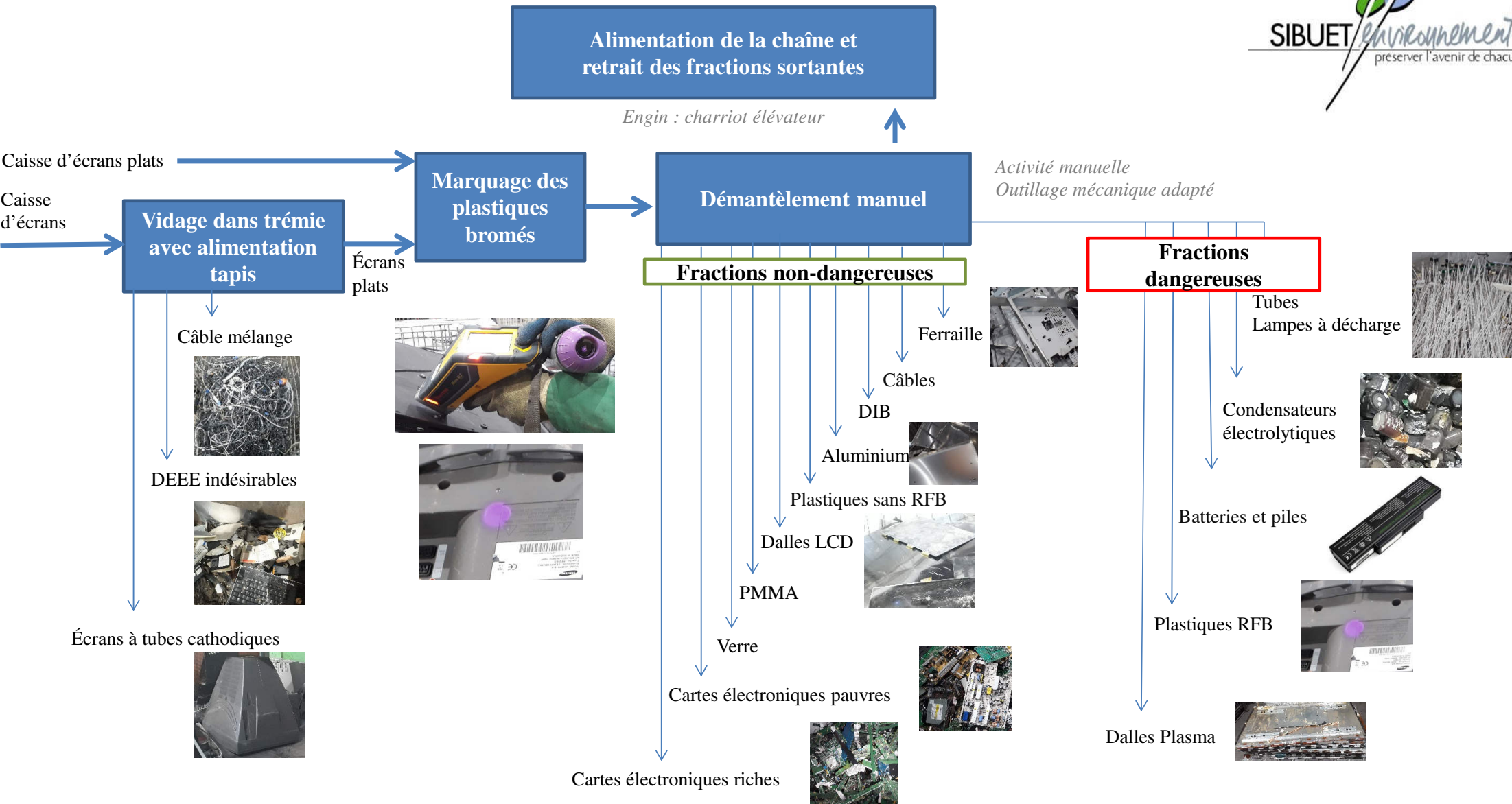
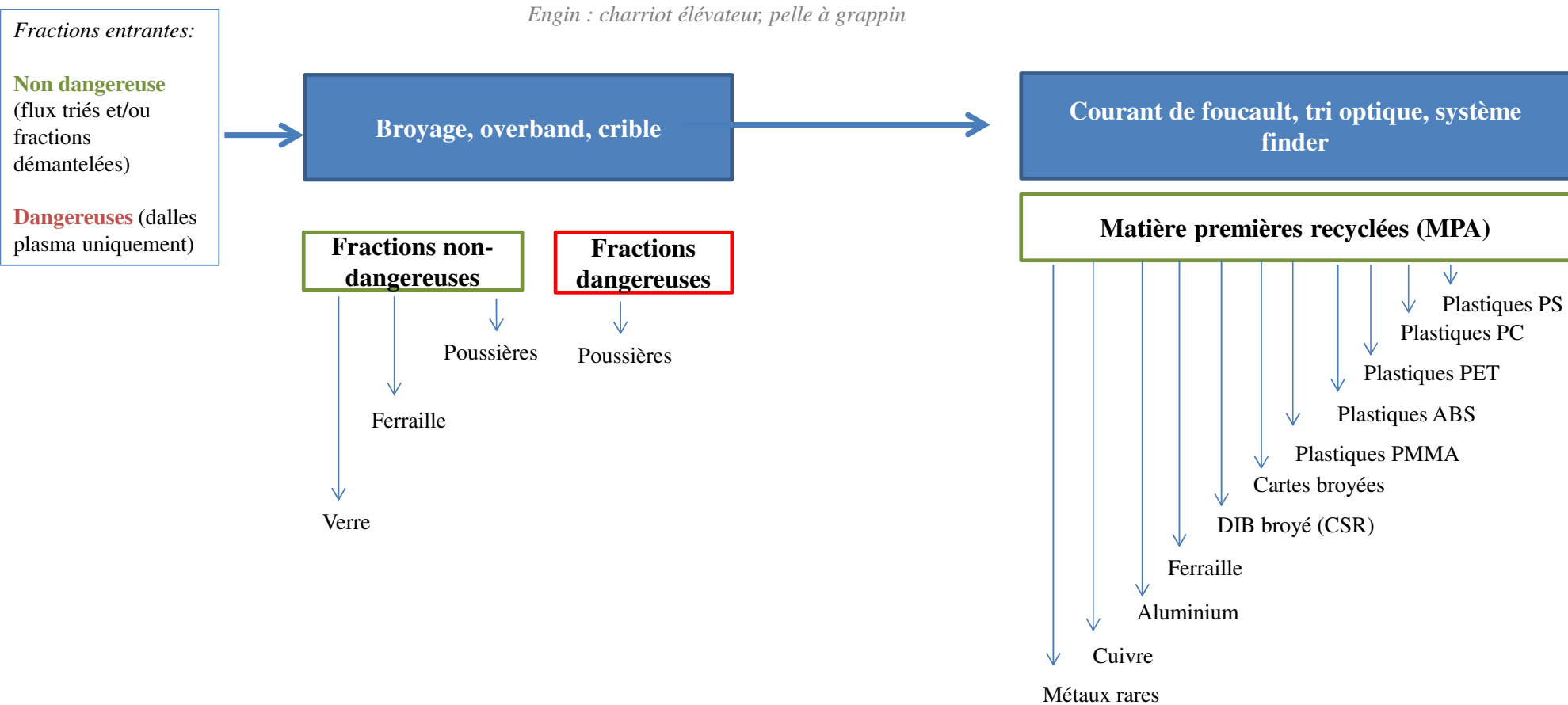


Diagramme du process : Chaîne tri automatique



1.7.3 Volume et tonnage de déchets en transit

Conformément à la note explicative de la nomenclature ICPE – Gestion des déchets (version du 27 avril 2022), on regroupe :

- **Les installations de transit** : elles accueillent temporairement des déchets, sans autre opération que l'entreposage et la rupture de charge, dans l'attente de leur expédition vers une filière de **valorisation** ou d'**élimination**.
- **Les installations de tri** : elles permettent la **séparation des différentes fractions élémentaires** composant un déchet, **sans altérer leur composition physique ou chimique**, ni modifier leur intégrité. Cela inclut, par exemple, la séparation manuelle de composants plastiques et métalliques, ou des opérations de décantation, centrifugation, ou filtration, à condition qu'aucun produit chimique ne soit utilisé.

Sur le **site du Cheylas**, les déchets sont **gérés par campagnes successives**, ce qui signifie que **tous les flux ne sont pas stockés simultanément**. Par ailleurs, des **entrées et sorties quotidiennes** sont organisées pour garantir une **maîtrise permanente des volumes en transit**.

Les capacités maximales qui seront présentes sur le site sont les suivantes :

- **Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) : jusqu'à 950 m³**
- **Déchets non dangereux – papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : jusqu'à 950 m³**
- **Déchets de verre : jusqu'à 100 m³**
- **Déchets non dangereux non inertes : jusqu'à 950 m³**
- **Déchets métalliques : stockage sur une surface de 85 m² (correspondant à un box et une benne)**
- **Déchets dangereux en transit : jusqu'à 47 tonnes**

Ces volumes correspondent à la **capacité maximale de transit autorisée** sur site, c'est-à-dire la quantité de déchets pouvant être **présente simultanément en entreposage temporaire**, en attente de traitement, de valorisation ou d'évacuation.

1.7.4 Capacité de traitement des déchets dangereux et non dangereux

Suivant la note explicative de la nomenclature ICPE sur la gestion des déchets (version du 27 avril 2022), la capacité d'une installation de traitement ou de prétraitement de déchets correspond à la **quantité maximale de déchets pouvant être introduite quotidiennement sur un poste de traitement donné**.

Cette capacité **ne reflète pas le tonnage global de déchets entrants sur l'ensemble du site**, mais uniquement celui admis sur les unités de traitement proprement dites.

Définition des opérations de traitement et de prétraitement

Le **prétraitement** désigne l'ensemble des opérations visant à **préparer les déchets pour un traitement ultérieur**. Cela comprend, par exemple :

- Le **broyage** ;
- Le **mélange** ou l'**homogénéisation** ;
- Le **tri** ou **reconditionnement préalable** ;
- L'**ajout de réactifs** ou d'**additifs** (dans le cadre d'un traitement chimique ou physico-chimique).

Ces opérations se distinguent du **tri simple**, qui consiste uniquement à séparer les différentes fractions élémentaires des déchets, **sans modification de leur composition physique ou chimique**, ni atteinte à leur intégrité. Par exemple :

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	20

- Le **tri manuel** des composants plastiques et métalliques dans les DEEE ;

Les installations mettant en œuvre un **traitement de déchets dangereux ou non dangereux**, qu'ils contiennent ou non des substances ou mélanges dangereux au sens de l'article R.511-10 du code de l'environnement qui sont typiquement concernées, sont les installations telles que :

- Les unités de **broyage**

Les capacités de Sibuet pour le traitement des déchets, en fonction de leur nature, sont les suivantes :

- **Déchets dangereux (DD) : Capacité maximale de 9 tonnes par jour**, dédiée au traitement des **dalles plasma** contenant des substances dangereuses, traitées par **broyage** dans la ligne de tri automatique.
- **Déchets non dangereux (DND) : Capacité maximale de 70 tonnes par jour**, correspondant au traitement par broyage de **toutes les autres fractions issues de la ligne de tri automatique** (ex. : plastiques, métaux, verre, circuits imprimés non dangereux, etc.).

1.7.5 Activités annexes ou connexes

1.7.5.1 Séparation des lampes contenant du mercure (activité de tri)

Le traitement des écrans à rétroéclairage de type LCD contenant des lampes au mercure (lampes de type CCFL) est réalisé par des opérations de tri sans altération physique ou chimique des éléments séparés. Il ne s'agit donc pas d'une opération de dépollution au sens réglementaire, mais bien d'un tri au sens de la **note explicative de la nomenclature ICPE sur la gestion des déchets** (version du 27 avril 2022). En effet, les lampes sont séparées de manière intacte, sans en modifier l'intégrité, conformément à la définition des opérations de tri.

Typologie des écrans concernés :

Les écrans plats reçus sur site sont de deux catégories principales :

- **Les écrans de petite taille ;**
- **Les écrans de grande taille.**

Ces deux catégories comprennent plusieurs technologies d'éclairage, notamment :

- LCD (à tubes fluorescents ou CCFL),
- LED,
- Plasma,
- OLED.

Seuls les écrans **LCD CCFL** sont concernés par la présence de **lampes contenant du mercure**. Ces écrans sont traités selon un protocole strict afin d'éviter tout risque de casse et de dispersion accidentelle du mercure.

Étapes de séparation des écrans LCD contenant des lampes au mercure

Les écrans LCD sont tout d'abord acheminés vers un poste de pré-démantèlement manuel, où les premières étapes sont réalisées sans altérer les lampes :

- Retrait des éléments constitutifs des écrans (pieds, capot arrière, cartes électroniques, condensateurs) ;

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	21

- Retrait de la dalle LCD complète ;
- Stockage temporaire des dalles LCD contenant les lampes dans des caisses grillagées, en attente de traitement sur les postes spécifiques équipés d'un dispositif d'aspiration.

Ce démantèlement manuel est réalisé exclusivement par du personnel formé, et uniquement sur des postes équipés d'une hotte d'aspiration dotée d'un filtre à charbon actif. Cette précaution vise à éviter tout risque de casse susceptible de libérer du mercure sous forme gazeuse, toxique par inhalation, ou de poudre lumineuse contaminante.

Traitement spécifique des dalles à lampes :

Les dalles sont ensuite transférées vers des postes spécialisés, chacun équipé d'un système d'aspiration localisée à haute efficacité. Le traitement se déroule ainsi :

- Positionnement de la dalle sous la hotte aspirante ;
- Dépose du cerclage métallique périphérique ;
- Retrait de la feuille LCD et des couches plastiques diffusantes ;
- Extraction manuelle des tubes contenant du mercure, avec des gants, sous aspiration constante ;
- Stockage des tubes fluorescents dans des cartons plastifiés, posés à plat et sans rupture.

Les lampes ainsi isolées sont ensuite évacuées vers une filière de traitement spécialisée, conformément aux exigences réglementaires en matière de déchets dangereux.

Système d'aspiration et de filtration :

Chaque poste de traitement est équipé d'une hotte d'aspiration performante assurant une filtration à trois niveaux :

- Un préfiltre pour les grosses particules ;
- Un filtre intermédiaire pour les particules de taille moyenne ;
- Un filtre principal HEPA (classe H13) combiné à un compartiment à charbon actif, garantissant un abattement de 99,97 % des particules > 0,3 µm et la captation des vapeurs de mercure ou autres composés volatils.

Chaque hotte offre un débit d'aspiration de 240 m³/h et est équipée d'une alarme de sécurité signalant une baisse de pression nécessitant le remplacement des filtres. L'ensemble des filtres est remplaçable indépendamment, assurant un entretien optimisé et une sécurité constante.

Annexe 3 – Documentation du système de filtration

Mesures complémentaires de sécurité

- Formation spécifique du personnel intervenant sur les postes de séparation des dalles à lampes.
- Procédures strictes de manutention et d'évacuation des tubes contenant du mercure.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	22

1.7.5.2 Retrait du glycol (activité de traitement de traitement des déchets dangereux)

Les écrans de type rétroprojecteurs contiennent des tri-tubes utilisés pour l'affichage de l'image, dans lesquels circule un liquide de refroidissement. Ce fluide est généralement un mélange d'éthylène glycol et d'eau. Dans certains cas, une faible quantité de glycérol peut également être présente, mais celui-ci ne présente pas de risque particulier compte tenu de sa faible toxicité et de sa concentration limitée.

L'éthylène glycol, quant à lui, est classé comme substance dangereuse, conformément à l'arrêté du 9 novembre 2004 (JO du 18 novembre 2004). Lorsqu'il est présent à une concentration supérieure à 25 %, il doit être étiqueté avec le symbole nocif et la mention de risque H302 : « Nocif en cas d'ingestion ». Il présente une faible volatilité (pression de vapeur : 8 Pa à 20 °C), ce qui limite le risque d'inhalation, mais impose néanmoins des précautions strictes en cas de manipulation.

Annexe 4 – Fiche toxicologique du Éthylène-glycol

Objectifs du projet :

Ce projet vise à mettre en œuvre un retrait sécurisé du glycol contenu dans les tri-tubes, afin d'assurer une dépollution complète des appareils avant valorisation ou élimination. L'opération est considérée comme un traitement de déchets dangereux, selon la note explicative de la nomenclature ICPE – gestion des déchets (version du 27 avril 2022), puisqu'elle implique de percer un composant pour en extraire un fluide.

Organisation des opérations :

- Volume à traiter : chaque appareil ne contient que quelques centilitres de liquide, répartis dans les trois tubes.
- Les écrans à tri-tubes ne sont pas traités sur la chaîne de tri automatique. Ils sont pris en charge par un opérateur spécialisé qui procède :
 - À l'ouverture du capot de l'appareil
 - Au tri des composants (verre, métaux, DIB/bois, cartes électroniques)
 - À la retrait des condensateurs et à l'extraction ciblée des tri-tubes contenant le glycol
- Jusqu'à présent, les tri-tubes étaient isolés et **envoyés directement en filière spécialisée**. Le **projet actuel prévoit désormais l'extraction du liquide** en interne.

Modalités techniques du retrait :

- Ouverture contrôlée des tubes contenant du glycol
- Aspiration du fluide à l'aide d'une seringue, sous hotte aspirante équipée d'un système de filtration (HEPA et charbon actif)
- Utilisation d'équipements de protection individuelle (EPI) : lunettes, blouse, gants
- Transfert du liquide récupéré dans un bidon de collecte de 20 litres
- Une fois plein, le contenant est évacué vers une filière agréée pour le traitement des déchets dangereux

Le volume de liquide contenu dans chaque tri-tube de rétroprojecteur est généralement compris entre 20 et 50 millilitres, en fonction du modèle et de la taille de l'écran. Cela signifie que pour un appareil équipé de trois tubes (rouge, vert, bleu), on retrouve un volume total de liquide de 60 à 150 millilitres.

Le volume de cette activité serait donc d'environ 1 à 2 litres de retrais par jour maximum.

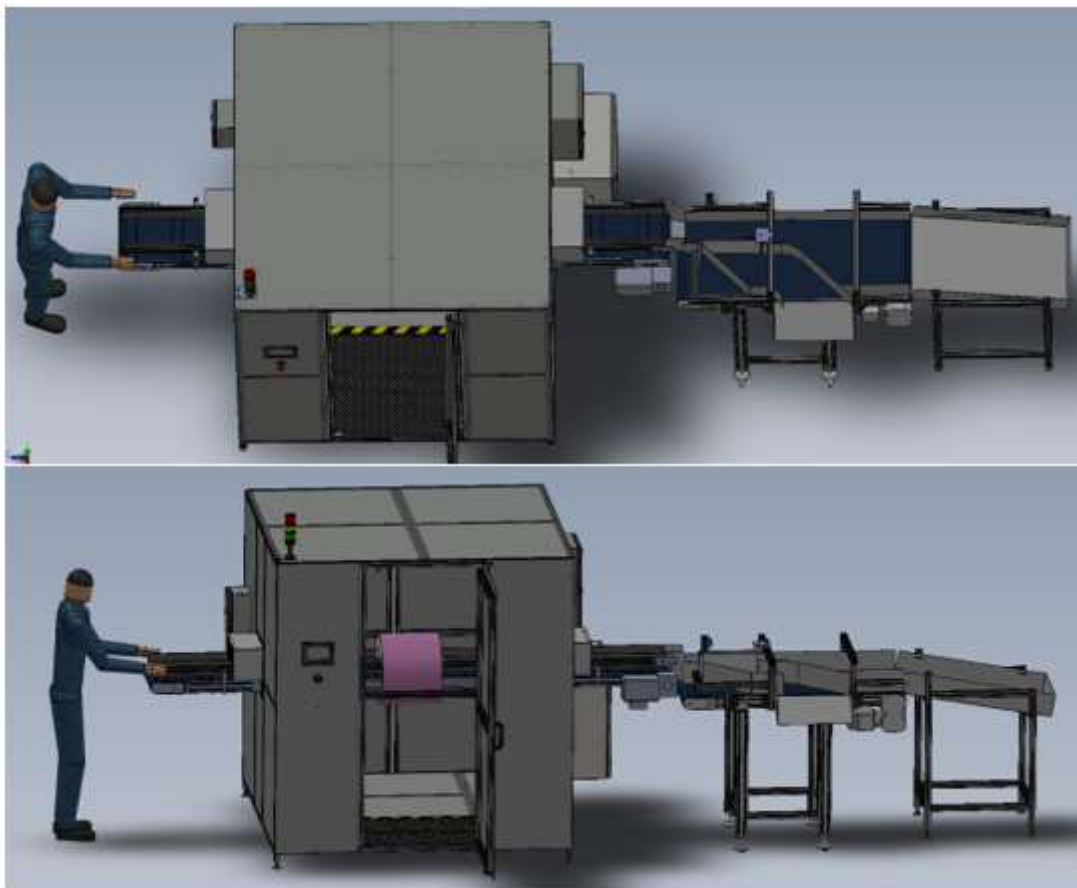
N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	23

1.7.5.3 Tri des ampoules

Un premier projet pilote va être lancé sur le site de Sibuet Environnement au Cheylas, en partenariat avec ECOSYSTEM, éco-organisme en charge de la collecte des ampoules usagées auprès des déchèteries et des professionnels sur l'ensemble du territoire national.

Dans ce cadre, un prototype de ligne de tri d'ampoules sera installé sur site. Ce prototype, développé en Allemagne à l'issue de travaux de recherche et développement, repose sur un procédé innovant de tri par flux magnétique. L'objectif est de différencier les ampoules de type LED des ampoules à vapeur de mercure :

- **Les ampoules contenant du mercure**, considérées comme **déchets dangereux**, seront séparées et orientées vers une filière spécifique
- À l'inverse, **les ampoules LED**, qui ne présentent pas de danger particulier, pourront être **valorisées dans la ligne de tri automatique**. Elles sont composées de matériaux recyclables tels que :
 - Plastiques,
 - Verre,
 - Ferraille, aluminium,



N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	24

1.8 Motivation du projet

Sibuet Environnement s'engage dans un projet ambitieux visant à développer une **solution automatisée, innovante et évolutive** pour le traitement des écrans usés et des fractions complexes, dans le cadre d'une démarche résolument tournée vers la **valorisation maximale des matières, la réduction de l'impact environnemental, et le développement d'une économie circulaire locale** :

- **Réduction de l'empreinte carbone** grâce à des circuits courts et une économie de transport.
- **Amélioration des taux de recyclage** avec une valorisation optimisée des métaux et plastiques.
- **Diminution de la dépendance aux matières premières vierges** grâce à un approvisionnement local.
- **Création de valeur et de nouveaux emplois** dans le secteur du recyclage avancé.

Actuellement, le secteur du recyclage est bien équipé pour traiter les flux courants comme les **PAM (Petits Appareils en Mélange)** ou les **ferrailles**. Cependant, de nombreux **déchets complexes nécessitent des solutions de dépollution et de traitement spécialisées** en raison de la diversité des matériaux et des composés qu'ils contiennent. Ces flux incluent :

- Écrans LCD et LED.
- Lampes LED.
- Composants de batteries automobiles.
- Mélanges issus de centres de tri.
- Box internet et déchets électroniques spécifiques.

La technologie actuelle pour ces fractions est souvent limitée en termes de performance de recyclage et de valorisation matière. Ce projet permet donc de répondre aux défis croissants de la gestion des flux complexes. Il permet de maximiser le recyclage et la valorisation locale :

- **Métaux et ferrailles** : Tri, traitement et acheminement vers WINOA, leader mondial des grenailles d'acier, situé à proximité. Cette proximité favorise une **économie circulaire sans transport**, réduisant les émissions de CO₂.
- **Plastiques** : Triage des plastiques en **polycarbonate (PC)**, **polystyrène (PS)**, et **PET** pour leur transformation en granulés, transportés ensuite chez le partenaire local Général Industrie (Ain).

Les déchets électroniques contiennent des composants polluants nécessitant un traitement spécialisé. C'est pourquoi la nouvelle ligne permettra de maîtriser les flux polluants et améliorer la sécurité environnementale (Isolement des substances dangereuses, gestion des flux optimisés dans des filières autorisées). En s'appuyant sur des partenariats régionaux pour le traitement des matériaux recyclés, Sibuet renforce :

- L'utilisation de ressources locales.
- La réduction des coûts logistiques.
- La stimulation de l'économie régionale.

En outre, la nouvelle ligne automatisée sera polyvalente et évolutives. Elle sera capable de traiter divers flux de déchets industriels tel que les **déchets de tri non valorisables** et les **composants électroniques ou les articles de sports et de loisirs (ASL)**.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	25

1.9 Demande d'examen au cas par cas

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée **le 15 mai 2025** pour la demande d'autorisation ICPE.

Cette demande a fait l'objet d'une décision délivrée le 12/06/2025. Elle précise que le projet de Sibuet Environnement sur le site du Cheylas, **est soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Cette décision est annexée au rapport.

Annexe 5 – Décision de la demande d'examen au cas par cas

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	26

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	27

2.2 Situation cadastrale

Le site occupe une partie de la parcelle cadastrale suivante :

Section	Parcelle	Surface
000 B	000 B 2649	8 500 m ² sur 99 282 m ² de la parcelle

Le plan cadastral est présenté ci-après.

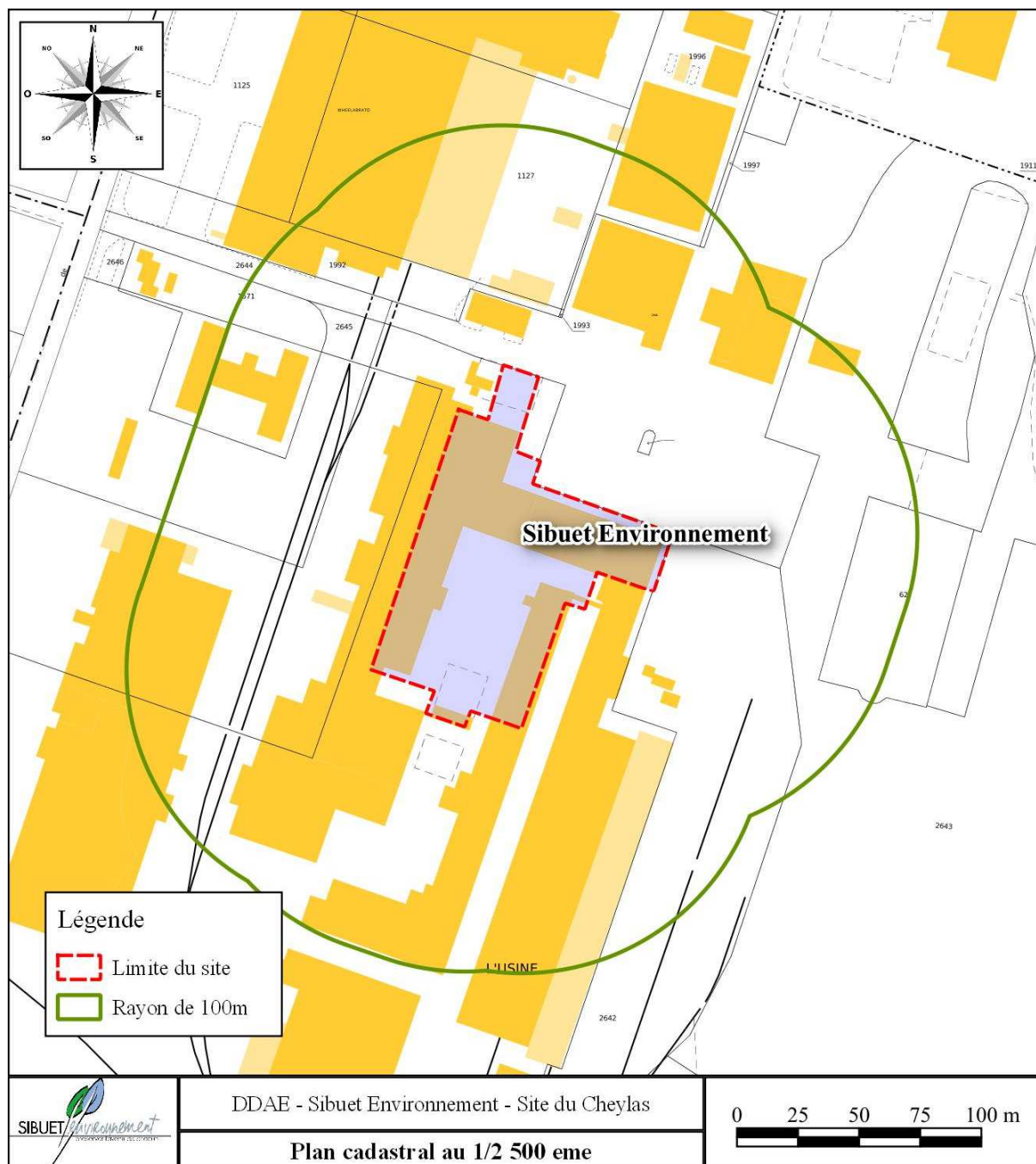


Figure 5 – Plan cadastral du site

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	28

2.3 Maitrise du foncier

Les biens immobiliers et le foncier sont détenus par SLS SLS Actiparc Sillon Alpin.

2.4 Situation au regard du règlement d'urbanisme

La commune du Cheylas est pourvue d'un plan local d'urbanisme qui a été approuvé au conseil municipal le 20 novembre 2023. D'après le règlement de ce plan, le site est implanté en zone UI.

Un extrait graphique de ce plan local plan d'urbanisme est présenté en annexe.

Annexe 6 – Extrait du plan local d'urbanisme

La zone Ui regroupe les espaces qui accueillent majoritairement des activités économiques industrielles.

Dans cette zone, les constructions destinées à la fonction suivante sont interdites :

- D'habitation ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 2.
- De commerce.
- De bureaux ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 2.
- D'hébergement hôtelier.
- D'entrepôt ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 2.
- D'exploitation agricole ou forestière

Les travaux installations et aménagements ci-après sont interdits :

- Le dépôt de véhicules neufs ou d'occasion susceptibles de contenir au moins 10 unités.
- Les garages collectifs de caravanes.
- Les dépôts de matériaux et de déchets ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 2.
- Les exhaussements et les affouillements ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 2 ci-après.

Sont également interdits :

- L'ouverture et l'exploitation des carrières et des mines.
- Les caravanes isolées sauf hypothèse visée à l'article R.111-40-2°.
- Les terrains de camping, de caravanage et résidences mobiles de loisirs,
- les parcs résidentiels de loisirs ou villages de vacances classé hébergement léger, les habitations légères de loisirs.

Les activités industrielles soumises à autorisation vis-à-vis de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement sont donc autorisées. A noter que l'activité de Sibuet Environnement n'est pas de réaliser des dépôts de déchets mais de les trier et les traiter pour les valoriser.

2.5 Caractéristiques de la zone d'activité SLS Actiparc

- Sans objet -

La zone d'activité est administrée par la société SLS acteur privé. Elle ne présente pas de règlement particulier.

2.6 Voies d'accès au site

Le site dispose d'un seul accès, situé dans la zone d'activité SLS Actiparc. L'accès au site se fait par l'un des deux accès à la zone d'activité le long de l'avenue du Dauphiné.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	29

2.7 Aménagements et infrastructures du site

Le site Sibuet s'étend sur une superficie totale de 8 500 m². Il est structuré autour de trois bâtiments de production, clairement identifiables sur la vue aérienne ci-après, ainsi que d'une zone centrale extérieure comprenant trois box de stockage en vrac.

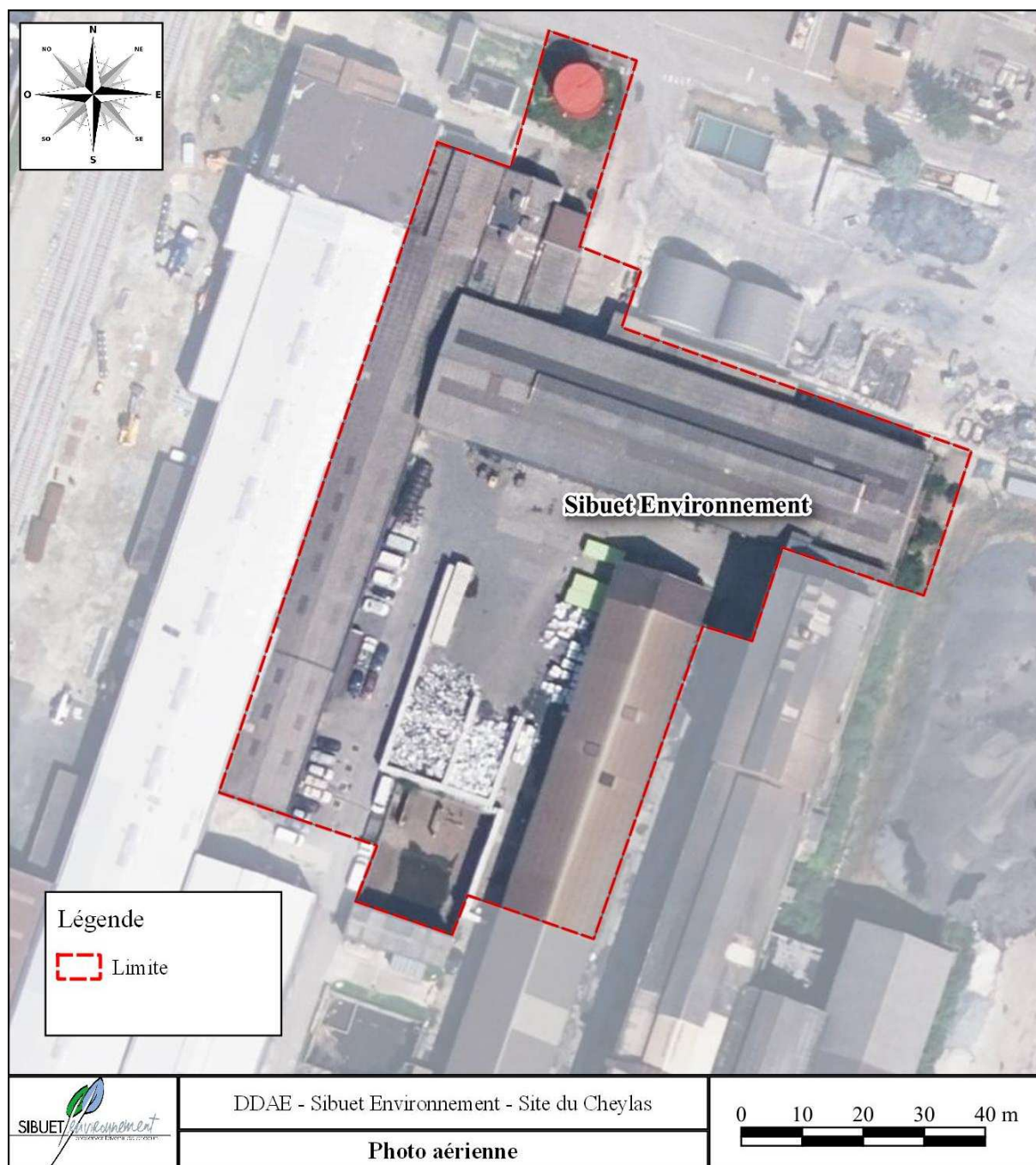


Figure 6 – Photo aérienne du site

- À l'est, se trouve le bâtiment dédié au démantèlement des écrans plats. Il s'agit d'un bâtiment à ossature métallique, protégé par un flocage coupe-feu, avec des murs séparatifs renforcés offrant une résistance au feu de 2 heures vis-à-vis des bâtiments voisins.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	30

- Au nord, on trouve le bâtiment abritant la ligne de tri automatique. Ce bâtiment est également à ossature métallique, avec des parois et une toiture en fibrociment.
- À l'ouest, le bâtiment affecté au démantèlement des écrans à tube cathodique est conçu sur le même principe, avec une ossature métallique et des parois/toitures en fibrociment. Les murs séparatifs avec les bâtiment voisins sont en parpaings creux de 20 cm d'épaisseur, également renforcés pour une protection coupe-feu de 2 heures.

La zone centrale reliant ces bâtiments est entièrement revêtue en enrobé, facilitant les circulations et les opérations de stockage.

Enfin, le site est équipé, au sud, d'un bassin de rétention de 900 m³, destiné à la collecte des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	31

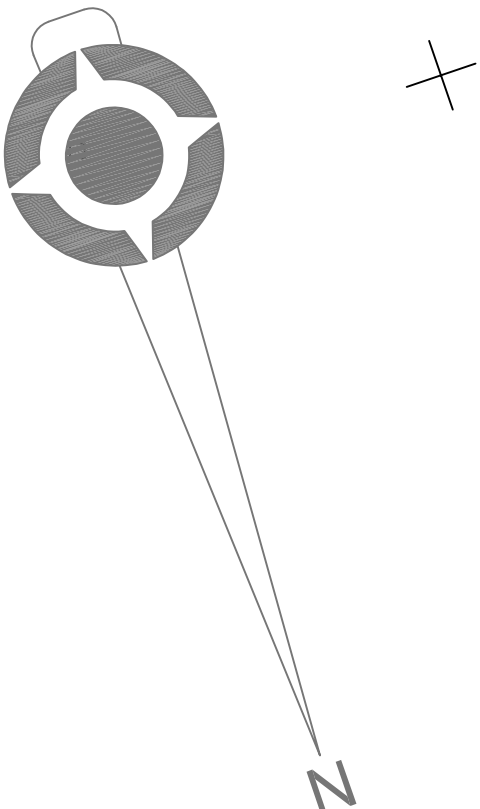
3 Plan général

3.1 Configuration actuelle

Le plan du site dans sa configuration initiale est présenté ci-après.

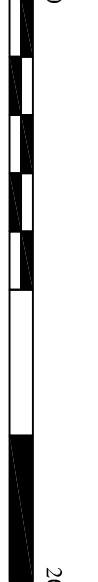
N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	32

Rappel :
Servitude temporaire de passage et d'usage
d'un pont à bascule n° 3



LEGENDE

- Arbrier
- Reseau eaux pluviales
- Vanne
- Poteaux incendie
- Reseau eaux usées (Nean)
- Reseau eaux industrielles
- Reseau électrique
- Reseau telecom
- Reseau AEP



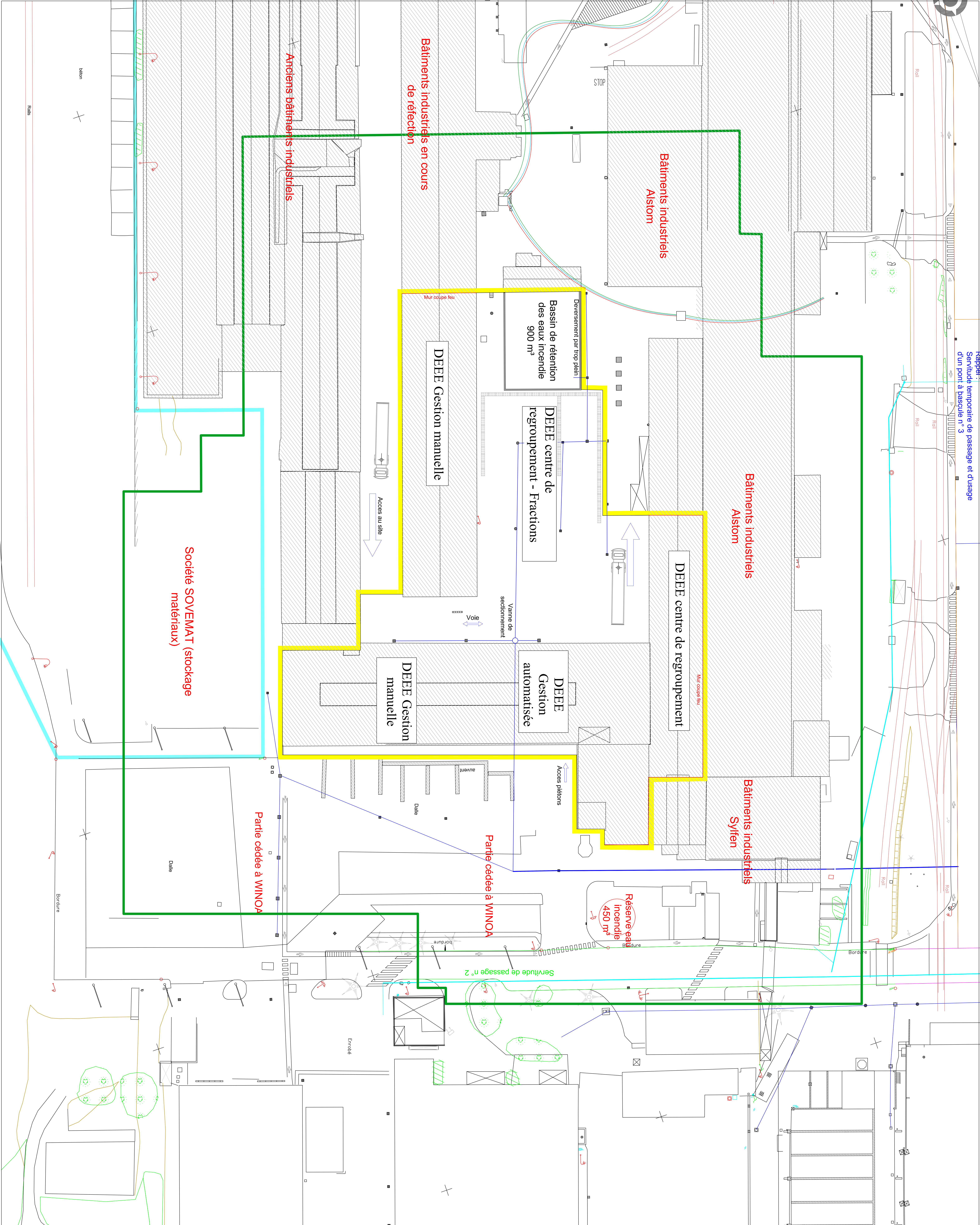
1.0	Modification des limites	10/05/2022
2.0	Modification des servitudes	10/05/2022
1.0	Remplacement des parties	01/05/2019
Variante	Modification	
Client	Sibuet Environnement	

Sibuet Environnement

Dossier	Dossier de Réhabilitation et d'Entretien	Variante	per
Format	PDF		

Plan masse

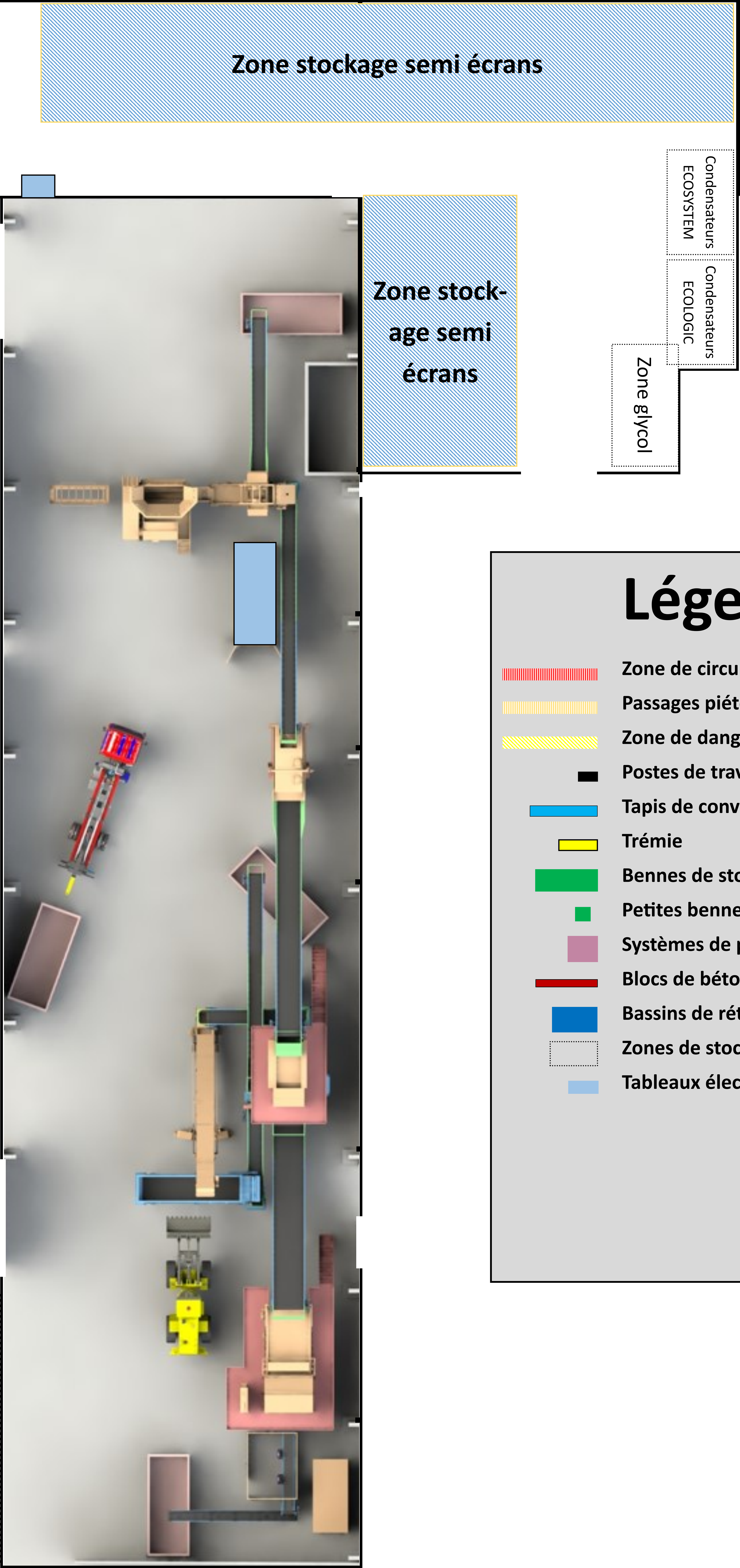
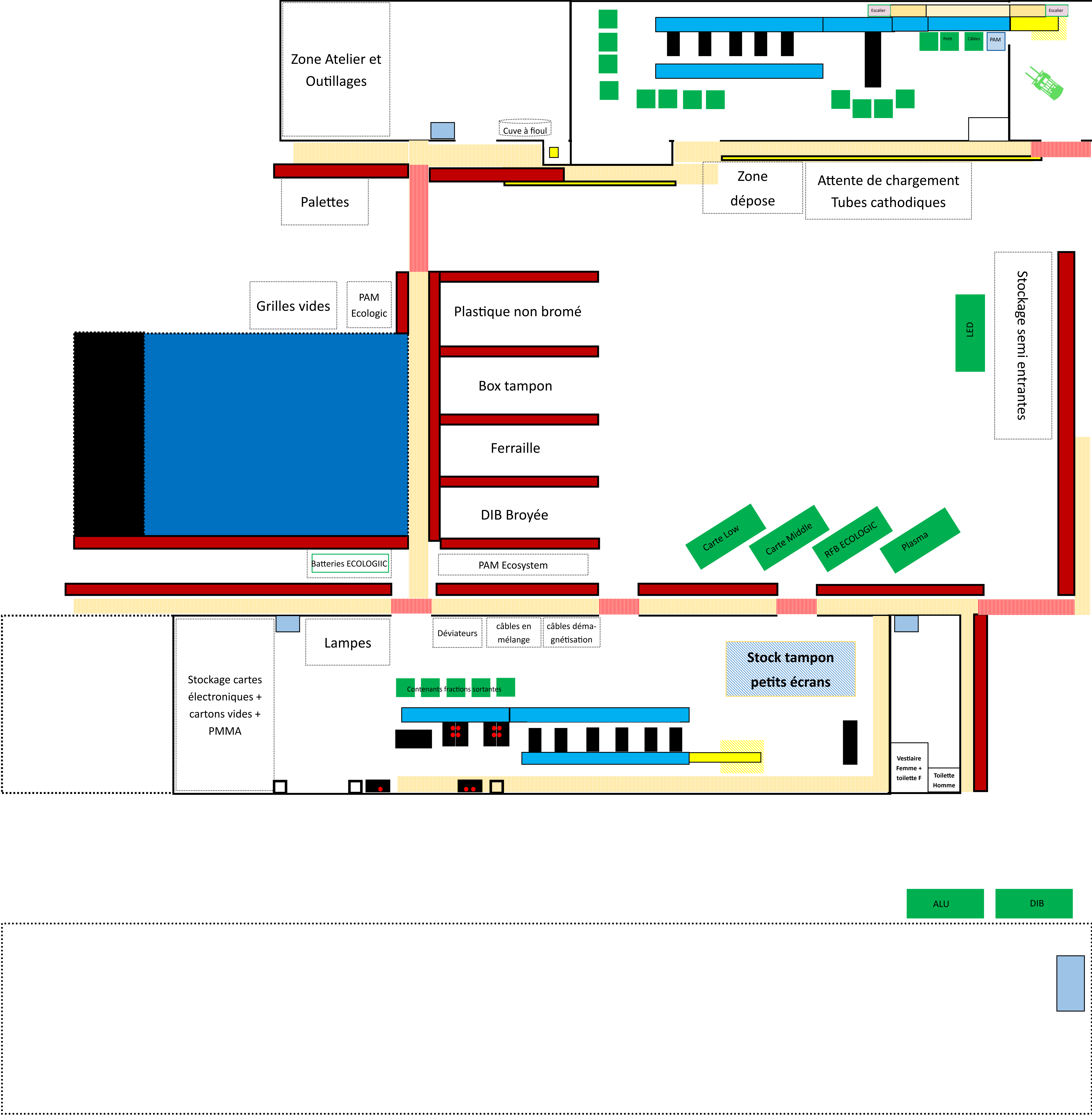
Echelle:	N° dossier:	Version:
1:500 cmt	03	1.0
Date:	10/05/2022	



3.2 Configuration modifié

Le plan du site dans sa configuration modifié est présenté ci-après.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	34



Légende :

- Zone de circulation d'engins
- Passages piétons
- Zone de danger
- Postes de travail
- Tapis de convoiements
- Trémie
- Bennes de stockage
- Petites bennes de stockage
- Systèmes de pesée (bascules)
- Blocs de bétons
- Bassins de rétention
- Zones de stockage
- Tableaux électriques

4 Proposition de classement

4.1 Vis-à-vis de la loi sur l'eau

Au regard de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités définies à l'article R214-1 du code de l'environnement, la société Sibuet Environnement n'est pas soumise à la réglementation loi sur l'eau.

Rubrique	Rubrique de la nomenclature	Volume de l'activité	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	0,85 ha	NC
	1° Supérieure ou égale à 20 ha (A)		
	2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)		

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	36

4.2 Vis-à-vis des installations classées pour la protection de l'environnement

4.2.1 Rubriques concernées

4.2.1.1 Traitement de déchets dangereux

Les opérations de broyage des dalles plasma et de retrait du glycol sont des opérations de traitement de déchets dangereux couvertes par la rubrique 2790.

Les volumes d'activité entraînent un classement en autorisation.

4.2.1.2 Traitement de déchets non dangereux

Les opérations de broyage des autres fractions sont des opérations de traitement de déchets non dangereux couvertes par la rubrique 2791.

Les volumes d'activité entraînent un classement en autorisation.

4.2.1.3 Transit de déchets dangereux

Le transit et le tri des déchets dangereux entre dans le champs d'application de la rubrique 2718, Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.

Les volumes d'activité entraînent un classement en autorisation.

Ce type d'activité entre également dans le champ d'application de la rubrique 3550, stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

4.2.1.4 Transit et tri des DEEE

Le transit et le tri des DEEE entre dans le champs d'application de la rubrique 2711, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Les volumes d'activité maintiennent le classement en déclaration avec control.

4.2.1.5 Transit et tri des déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois

Le transit et le tri des déchets non dangereux non inertes (DIB principalement - fractions sortantes du site) entre dans le champs d'application de la rubrique 2714, Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719

Les volumes d'activité maintiennent le classement en déclaration.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	37

4.2.1.6 Transit et tri des déchets non dangereux non inertes

Le transit et le tri des déchets papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (fractions sortantes du site) entre dans le champs d'application de la rubrique 2716, Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.

Les volumes d'activité maintiennent le classement en déclaration.

4.2.1.7 Transit et tri des déchets métalliques

Le transit et le tri des déchets métalliques entre dans le champs d'application de la rubrique 2713, Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.

Les volumes d'activité n'entraînent aucun classement.

4.2.1.8 Transit et tri des déchets de verre

Le transit et le tri des déchets de verre entre dans le champs d'application de la rubrique 2715, Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710.

Les volumes d'activité n'entraînent aucun classement.

4.2.2 Situation vis-à-vis de l'article r. 515-58 du code de l'environnement

4.2.2.1 Traitement de déchets dangereux

Le traitement de déchet dangereux entre également dans le champ d'application de la rubrique 3510 - Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :.

- traitement biologique
- traitement physico-chimique
- mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520
- reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520
- récupération/ régénération des solvants
- recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques
- régénération d'acides ou de bases
- valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution
- valorisation des constituants des catalyseurs
- régénération et autres réutilisations des huiles
- lagunage

Les volumes d'activité sont en dessous du seuil de classement.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	38

4.2.2.2 Valorisation de déchets non dangereux

Le traitement de déchet non dangereux entre également dans le champ d'application des rubriques 3531 et 3532.

Les activités de Sibuet Environnement ont vocation à valoriser les différents éléments traités et on à les éliminer. Les activités sont donc concernées uniquement par la rubrique 3532 Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :

- traitement biologique
- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération
- traitement du laitier et des cendres
- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants

Les volumes d'activité sont en dessous du seuil de classement.

4.2.2.3 Stockage temporaire de déchets

L'entreposage de déchets dangereux entre également dans le champ d'application de la rubrique 3550, stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Les volumes d'activité sont en dessous du seuil de classement.

4.2.2.4 Conclusions

Le site Sibuet Environnement n'est soumis à aucune des rubriques 3 000 à 3 999 de la nomenclature des Installations Classées et ne relève donc pas des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement.

Les Meilleures Techniques Disponibles ne seront donc pas étudiées dans le cadre de ce dossier.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	39

4.3 Situation vis-à-vis de la directive SEVESO

La directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012, dite directive Seveso III, relative aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, a été publiée le 24 juillet 2012 au journal officiel de l'union européenne.

Cette directive a été transposée en France à travers un ensemble de textes législatifs qui sont codifiés dans le livre V du Code de l'environnement. Ainsi, le décret n°2014-285 du 3 mars 2014, publié au JO le 5 mars 2014, a anticipé les modifications de la nomenclature ICPE prévues à sa date d'entrée en vigueur le 1er juin 2015.

Le calcul des seuils a été fait sur la base des produits stockés en considérant les quantités maximales présentes ou susceptibles d'être présentes sur le site.

La règle de calcul est présentée dans l'article R. 511-11 du Code de l'environnement :

I. – Une installation répond respectivement à la " règle de dépassement direct seuil bas " ou à la " règle de dépassement direct seuil haut " lorsque, pour l'une au moins des rubriques mentionnées au premier alinéa du I de l'article R. 511-10, les substances ou mélanges dangereux qu'elle vise sont susceptibles d'être présents dans les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site en quantité supérieure ou égale respectivement à la quantité seuil bas ou à la quantité seuil haut que cette rubrique mentionne.

Pour une rubrique comprise entre 4100 et 4699, est comptabilisé l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant la classe, catégorie ou mention de danger qu'elle mentionne, y compris les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799 et les substances visées par les rubriques 4800 à 4899, mais à l'exclusion des substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799, 2760-4 et 2792.

Pour l'application de la règle de dépassement direct seuil bas, les rubriques ne mentionnant pas de quantité seuil bas ne sont pas considérées.

II. – Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

a) Dangers pour la santé : la somme Sa est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4100 à 4199 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_a = \sum q_x / q_{x,a}$$

où " q_x " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,a}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-3, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4100 à 4199. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4100 à 4199, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

b) Dangers physiques : la somme Sb est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	40

$$S_b = \sum q_x / q_{x,b}$$

où " q_x " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,b}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

c) Dangers pour l'environnement : la somme S_c est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques 4500 à 4599 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_c = \sum q_x / q_{x,c}$$

où " q_x " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux " x " susceptible d'être présente dans l'établissement et " $Q_{x,c}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4,2792 ou 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4500 à 4599. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4500 à 4599, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

d) Pour l'application de la règle de cumul seuil bas, ne sont pas considérées dans les sommes S_a , S_b ou S_c les substances et mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques 4700 à 4799 pour lesquels ladite rubrique ne mentionne pas de quantité seuil bas ;

e) Les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2 % seulement de la quantité seuil pertinente ne sont pas prises en compte dans les quantités " q_x " si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle que les substances ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	41

4.3.1 Dépassement direct

Aucun des déchets dangereux présents sur le site n'entre dans les rubriques 4xxx, relatives aux substances et mélanges dangereux.

4.3.2 Règle de cumul

- *Sans objet* -

4.3.3 Conclusion

L'activité n'est pas concernée par le classement SEVESO.

4.3.4 Tableau de classement

Cf. en page suivante

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	42

Rubrique		Désignation de la rubrique	Rubrique de la nomenclature	Volume de l'activité	Régime
2790		Traitement de déchets dangereux	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 Traitement de déchets dangereux	9 t/j	A
2791	2	Traitement de déchets non dangereux	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant : 1 Supérieure ou égale à 10 t/j ; 2 Inférieure à 10 t/j.	70 t/j	A
2718	2	Transit de déchets dangereux	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges 2 Autres cas	47 t	A
2711	2	Déchets DEEE	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1 Supérieur ou égal à 1000 m3 2 Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	950 m³	DC
2714	2	Déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1 Supérieur ou égal à 1000 m3 2 Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	950 m³	D
2716	2	Déchets non dangereux non inertes	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1 Supérieur ou égal à 1000 m3 2 Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1 000 m3	950 m³	DC
2713		Déchets métalliques	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1 supérieure ou égale à 1 000 m², 2 supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1000 m². NC inférieure à 100 m²	85 m²	NC
2715		Déchets de verre	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m3.	100 m³	NC
3510		Traitement de déchets dangereux	Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour , supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement biologique traitement physico-chimique mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 récupération/ régénération des solvants recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques régénération d'acides ou de bases valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution valorisation des constituants des catalyseurs régénération et autres réutilisations des huiles lagunage	9 t/jour	NC
			Elimination des déchets non dangereux non inertes avec une capacité de plus de 50 tonnes par jour , supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires :		

Rubrique		Désignation de la rubrique	Rubrique de la nomenclature	Volume de l'activité	Régime
3531		Elimination de déchets non dangereux	traitement biologique traitement physico-chimique prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération traitement du laitier et des cendres traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Pas d'élimination mais valorisation	NC
3532		Valorisation de déchets non dangereux	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination , de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : traitement biologique prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération traitement du laitier et des cendres traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	70 t/j	NC
3550		Stockage temporaire de déchets	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes , à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	47 t	NC

A: Autorisation; E: Enregistrement; DC: Déclaration avec Control; Déclaration; NC: Non Classé

4.4 Plan des installations classées pour la protection de l’environnement

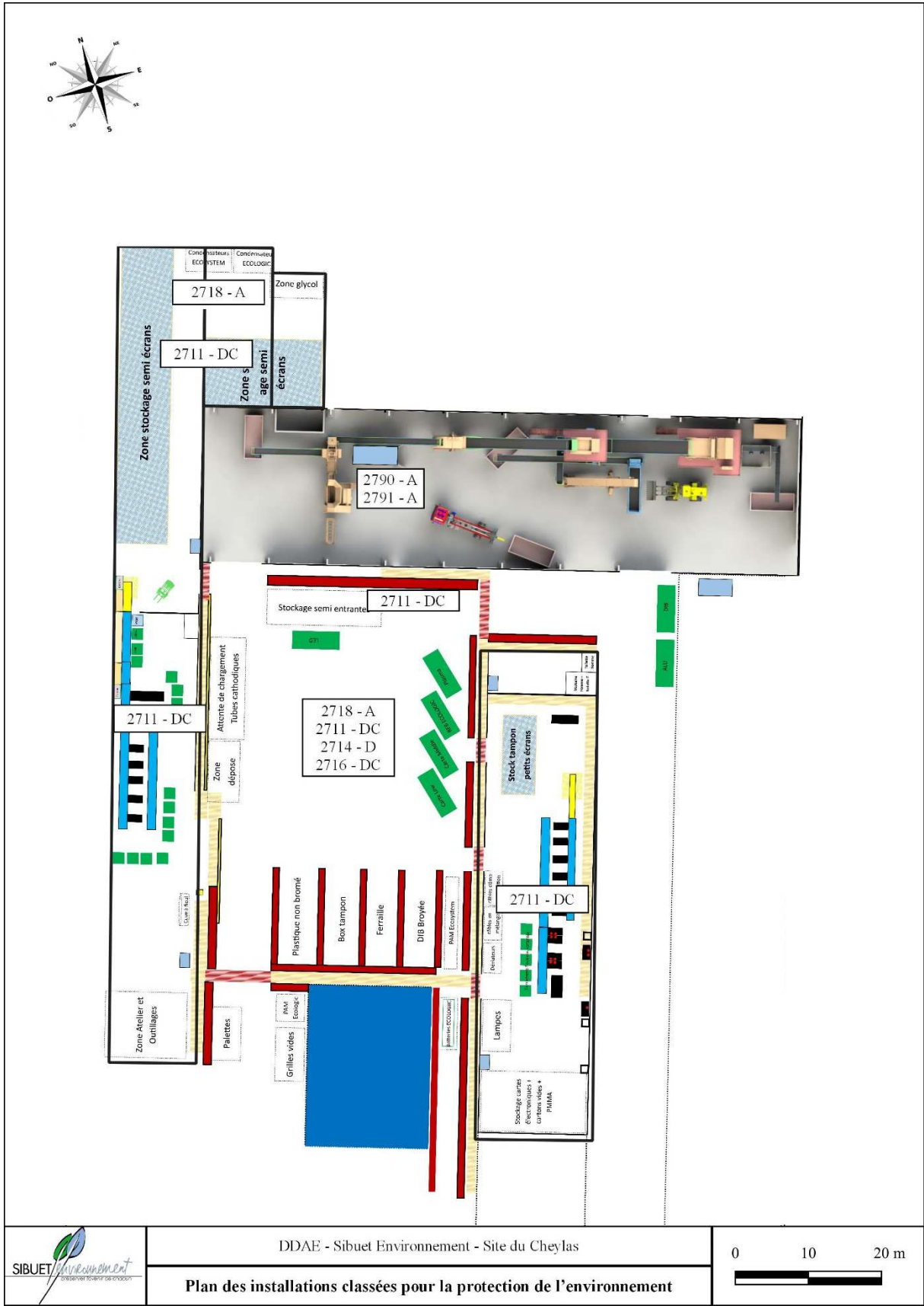


Figure 9 – Localisation des installations classées

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	45

4.5 Rayon d'affichage

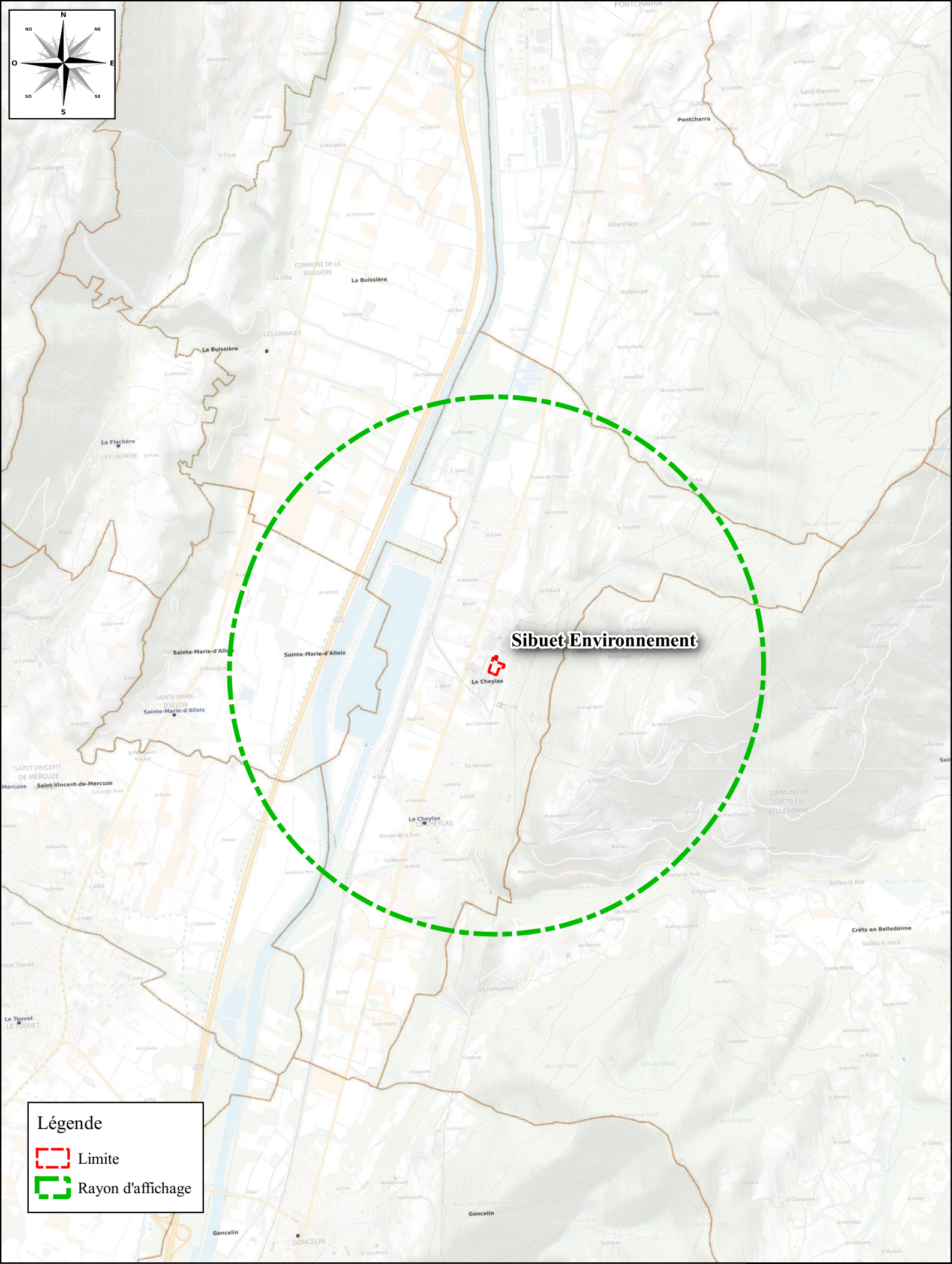
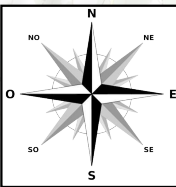
Le rayon d'affichage pour les rubriques rubrique 2790, 2791 et 2718 s'étend sur 2 km.

Les communes concernées par le rayon d'affichage sont :

- Le Cheylas
- Crets en Belledonne
- Saint Vincent de Mercuze
- Sainte Marie d'Allois
- La Buissière
- Poncharra

Le plan de ce rayon d'affichage est présenté ci-après.

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	46



Légende



Limite



Rayon d'affichage

DDAE - Sibuet Environnement - Site du Cheylas

Rayon d'affichage

0 250 500 750 1000 m



4.1 Prescriptions règlementaires applicables

L'exploitation du site doit respecter les arrêtés suivants :

- **Arrêté du 2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- **Arrêté du 06/06/18** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- **Arrêté du 22/12/23** relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	48

5 Annexes

Annexe 1 – Récépissés de déclaration de 2019 et 2022

Annexe 2 – Récépissé de déclaration du site de Chamoux sur Gelon

Annexe 3 – Documentation du système de filtration

Annexe 4 – Fiche toxicologique du Éthylène-glycol

Annexe 5 – Décision de la demande d'examen au cas par cas

Annexe 6 – Extrait du plan local d'urbanisme

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	49

Annexe 1 – Récépissés de déclaration

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	50

**DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

SIBUET ENVIRONNEMENT

266 AVENUE DE SAVOIE

Lot 12

38570

LE CHEYLAS

Départements concernés :

Communes concernées :

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :

- une installation classée relevant du régime de déclaration :

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) :

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :

Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2714	2	Transit, regroupement ou tri de déchets non c	950	m3	D
2711	2	Transit, regroupement ou tri de déchets d'équ	950	m3	DC
2716	2	Transit, regroupement ou tri de déchets non c	950	m3	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : SIBUET

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : 14/06/2019

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : NON

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

**DECLARATION DE LA MODIFICATION D'UNE INSTALLATION CLASSEE
RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION**

Article R512-54-II du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

SIBUET ENVIRONNEMENT

266 AVENUE DE SAVOIE

38570

LE CHEYLAS

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : NON

Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la modification avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : NON

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente modification :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
2711	2	Transit, regroupement ou tri de déchets d'équ	950	m3	DC
2714	2	Transit, regroupement ou tri de déchets non c	950	m3	D
2716	2	Transit, regroupement ou tri de déchets non c	950	m3	DC
2791	2	Traitement de déchets non dangereux	9	t/j	DC
2718	2	Transit, regroupement ou tri de déchet dange	0.9	t	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration **lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement** (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant :

Date de la déclaration de la modification :

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges :

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>

Annexe 2 – Récépissé de déclaration du site de Chamoux sur Gelon

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	51

Preuve de dépôt

Vous venez de déposer un dossier de demande de déclaration ICPE concernant le projet Centre de regroupement des DEEE sur la commune principale de l'AIOT 670 Route de la servaz 73390 Chamoux-sur-Gelon.

La référence de votre dossier est A-3-5ORZHNA3 et concerne une demande de type "une déclaration initiale"

Ce numéro et ce code postal vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration.

Votre dossier a été transmis le 28/11/2023 à 16h13 au(x) service(s) concerné(s) par votre démarche.

1 - Type de déclaration

Identification et orientation de la demande

Votre demande concerne : **une déclaration initiale**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Service instructeur : **La D(R)EAL ou la DRIEAT**

Conditions d'engagement du déclarant

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.
- Je m'engage à prendre connaissance et à respecter les prescriptions générales ministérielles applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées, consultables sur le site <https://aida.ineris.fr/>
- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure.
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments ainsi que les pièces de procédures (attestation de mise en sécurité, ...) sur Service-public.fr

2 - Déclarant

Déclarant

Pétitionnaire ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET **79387550100017**

Organisme : **ADVICE ENVIRONNEMENT**

Nom : **COLASUONNO**

Prénom : **Damien**

Fonction : **GERANT**

Adresse électronique : **advice.environnement@gmail.com**

Téléphone fixe : **+(33) 973170917**

Téléphone portable : **+(33) 608725404**

Personne morale

N° SIRET **38126354000027**

Raison sociale **SIBUET**

Forme juridique **SAS, société par actions simplifiée**

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publié sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L311-5 du code des relations entre le public et l'administration.

Adresse en France

670 ROUTE CHAMOUX-SUR-GELON

73390 CHAMOUX SUR GELON

Signataire

Nom : **Dupon**

Prénom : **Laurent**

Qualité : **Président**

Adresse électronique : laurent@sibuet.fr

Téléphone portable : **+(33) 624923097**

Référent

Nom : **COLASUONNO**

Prénom : **Damien**

Fonction : **Service HSE externalisé**

Adresse électronique : advice.environnement@gmail.com

Téléphone fixe : **+(33) 973170917**

Adresse électronique d'échange avec l'administration

Adresse électronique : advice.environnement@gmail.com

3 - Description de l'installation

Nom de l'installation : **Centre de regroupement des DEEE**

Description des activités :

Mise en place d'un centre de regroupement et de transit des Déchets d'Équipements Electriques et Electroniques (DEEE). La société Sibuet Environnement exploite plusieurs centre de regroupement de DEEE en Rhones-Alpes (Le pouzin, Le Cheylas, Charnoz sur Ain). Le site du Cheylas est actuellement en développement et les dirigeant de l'entreprise souhaite transférer l'activité de regroupement de DEEE (CDR) vers son site de Chamoux sur Gelon, site déjà exploité et déclaré pour les rubriques 1435 et 2716. Les déchets d'équipements électriques et électroniques dont les filières sont gérées par les éco-organismes, seront regroupés sur le site puis réexpédiés pour traitement, valorisation ou élimination en centre agréé. La quantité maximale en transit sera de 950 m³. Les opérations entreprises seront relativement simples puisqu'elles consisteront à réceptionner, puis entreposer des lots de DEEE, de les trier puis de faire évacuer les différents fractions vers des centres de valorisation agréés. L'aire de transit sera pourvue d'un bungalow pour la gestion administrative, et d'un bâtiment ouvert pour le regroupement des DEEE. La plateforme est entièrement bétonnée. Les eaux pluviales s'écoulent en direction d'un avaloire, traité par un séparateur d'hydrocarbures de marque pacifique B1 avec obturateur automatique. Au regard des volumes de DEEE en transit, cet installation relèvera du régime de la déclaration pour la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées.

[Sur le site de l'installation, vous exploitez déjà au moins :](#)

Une installation classée relevant du régime d'autorisation : **NON**

Une installation classée relevant du régime d'enregistrement : **NON**

Une installation classée relevant du régime de déclaration : **OUI**

4 - Localisation

Localisation de l'installation

Adresse **670 Route de la servaz 73390 Chamoux-sur-Gelon**

X : 950118

Y : 6498430

Projection : Lambert 93

Le déclarant joint à la déclaration les plans suivants :

- Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100m
- Un plan d'ensemble à jour à l'échelle de 1/200 au minimum, accompagné de légendes et descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'installation et indiquant l'affectation, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, des constructions et terrains avoisinants ainsi que les points d'eau, canaux, cours d'eau et réseaux enterrés (un plan jusqu'au 1/1000 est admis sous réserve que les éléments précités restent lisibles).

5 - Activité du site

Permis de construire

La mise en oeuvre de l'installation nécessite-t-elle un permis de construire ? **NON**

Tableau des rubriques des activités

Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	Quantité totale	Régime	Précisions
2711	2711-2	Transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Volume susceptible d'être entreposé 950 m3	DC	

6 - Mode d'exploitation

Modes et conditions d'utilisation, d'épuration et d'évacuation des eaux résiduelles, effluents et des émanations de toute nature

Est-il prévu un prélèvement d'eau pour l'exploitation de l'installation classée ? **NON**

Est-il prévu des rejets d'eaux résiduelles issues de l'exploitation de l'installation ? **NON**

Est-il prévu un épandage ? **NON**

Est-il prévu des rejets à l'atmosphère ? **OUI**

Origine et la nature des rejets :

Uniquement les rejets liés aux moteurs des véhicules (poids lourds, chariots élévateurs).

Est-il prévu des dispositifs de captation ou de traitements sur site ? **NON**

Autres sources :

Les véhicules sont à l'arrêt lorsqu'ils sont chargés ou déchargés. Ils ne rejettent donc aucun gaz d'échappement lors de ces phases.

Elimination des déchets et résidus de l'exploitation

Précision sur les types de déchets et résidus issus de l'exploitation et la filière de valorisation ou d'élimination :

La collecte et le transit des DEEE s'effectue selon les flux suivants : Collecte issue des DEEE ménagers: - Petite appareil en mélange (PAM) en caisse adaptée, sans opération de tri; - Les gros électroménagers froid - Les gros électroménagers hors froid - Les écrans Collecte issue des DEEE professionnels : - Gros équipements professionnels - Petits équipements professionnels - Matériels d'éclairage professionnels - Outils électriques et électroniques professionnels - Dispositifs médicaux professionnels - Instruments de surveillance et de contrôle professionnels - Distributeurs automatiques professionnels - Equipement de production, stockage et onversion de l'énergie - Les lampes et tubes - Les extincteurs Toutes les fractions sont évacués vers des filières autorisées.

La collecte des déchets s'effectuera-t-elle par le service public de gestion des déchets ? **NON**

Disposition en cas de sinistre

Prise d'eau sur le réseau incendie : **OUI**

Précisions sur les moyens de secours et de protection dont dispose le déclarant :

Poteaux incendie présents sur la zone d'activité. Extincteurs répartis à l'intérieur des bungalow

Natura 2000

L'installation est-elle soumise à évaluation des incidences Natura 2000 ? **NON**

Prescriptions applicables

Je confirme avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Effectuer une demande de modification de certaines prescriptions applicables à l'installation : **NON**

Clause filet

Cette déclaration initiale DICPE est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ?

Non

Nom de l'autorisation ou de la déclaration	Date de dépôt	Organisme en charge de l'instruction
SIBUET ENVIRONNEMENT preuve de dépôt n°A-1-QC7TFF6WB	17/11/2021	DREAL
L'installation ne peut ni être mise en service, ni exploitée dans les 15 jours suivant la délivrance de la preuve de dépôt de la déclaration initiale (R. 512-48 alinea 2 du code de l'environnement)		

7 - Pièces justificatives

Mandat ou document signé par le déclarant vous autorisant à déposer la déclaration en son nom :

Mandat.pdf

Un plan de situation du cadastre à jour dans un rayon de 100 m :

Cadastre.pdf

Un plan d'ensemble à jour à une échelle minimale de 1/200 :

Plan_Chamoux_2023.pdf

Annexe 3 – Documentation du système de filtration

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	52

Hotte multiposte – HI-HEPA



Hotte permettant la connexion de deux sources d'aspiration. De faible encombrement et silencieuse, elle offre un spectre très large de filtration grâce à son complexe à trois niveaux notamment son filtre à particules de classe H13 (High Efficiency Particulate Air) et son compartiment à charbon actif (pour solvants, colles etc)



- ✓ Livrée avec deux tuyaux T80 de 3 m, un bouchon obturateur et filtres
- ✓ Facile d'intégration à l'espace de travail et simple d'utilisation
- ✓ Ventilateur à forte puissance générant un faible bruit avec un débit d'air élevé et ajustable
- ✓ 3 filtres pour favoriser l'efficacité du traitement et le remplacement par partie
- ✓ Contrôle de la hotte à l'aide d'une télécommande (variation de vitesse, interrupteur marche/arrêt)

Caractéristiques techniques

Pression disponible	3 000 Pa
Débit d'air sans filtre	240 m3/h
Débit du système avec filtre	2 x 100 m3/h
Efficacité de filtration	99,97% de particules > 0,3 µm
Puissance	250 W
L x H x P	470 x 500 x 230 mm
Poids	15,5 kg
Alimentation	220 V / 50 Hz
Bruit	Moins de 65 dB
Entretien	Changement périodique du filtre
Télécommande de contrôle	Oui

Le système de filtration de la hotte HEPA se compose de 3 filtres :

Le filtre primaire est un préfiltre qui élimine les grosses particules, le filtre medium vient filtrer les particules de taille moyenne qui passent à travers le préfiltre puis, le filtre principal HEPA combiné au charbon actif retire de manière optimale les petites particules (99,99% de particules > 0,3 µm) et les molécules de solvants et produits chimiques



Une alarme se déclenche pour indiquer que la pression disponible est trop faible et implique le changement de filtre

Tous les filtres peuvent être remplacés séparément



Exemples types d'installation avec bras à segments et bras à articulations



Composition de ces systèmes de filtration grâce aux multiples accessoires de la HI-HEPA détaillés ci-après

Accessoires et consommables

Version standard	Version ESD	Description
 réf. 89 220/226	 réf. 89 320/226	Bras d'aspiration à segments Longueur 770 mm
 réf. 81 201	 réf. 81 301	9 segments supplémentaires Longueur totale 300 mm
 réf. 81 205	 réf. 81 305	Buse longue Longueur 150 mm
 réf. 81 203	 réf. 81 303	Buse ronde Diamètre 119 mm
 réf. 81 204	 réf. 81 304	Buse rectangulaire Dimension 157 x 93 mm
	 réf. Q-AD426560	Large buse rectangulaire Dimension 356 x 216 mm
 réf. 81 208	 réf. 81 308	Régulateur obturateur
 réf. 81 208 G315	 réf. 81 308 G315 ESD	Filtre maille Longueur maille env. 0,6 mm
 réf. BF	 réf. BF ESD	Support de table Fixation par deux serre-joints

FTM Technologies propose plusieurs déclinaisons de la hotte HI-HEPA

Hotte roulante – Roulante_HEPA

Dotée d'un ou deux bras, en version bras à segments ou bras à articulations, la hotte roulante HI-HEPA permet une grande flexibilité dans l'atelier, positionnée au plus proche du point d'émission



- ✓ Dimension 640 x 550 x 840 mm
- ✓ Plateau stratifié 40 mm pré percé
- ✓ 4 roulettes pivotantes dont 2 avec frein

Hotte mobile – HI-HEPA-BEC / HI-HEPA-COUPOLE / HI-HEPA-FLEX

Munie de 4 roulettes et d'un bras à articulations, la HI-HEPA mobile à bec, à coupole ou à buse flexible apporte une facilité de déplacement pour positionner la hotte au plus proche du point d'émission



- ✓ Dimension 470 x 230 x 500 mm (sans bras)
- ✓ Caisson muni de 4 roulettes
- ✓ Un bras à articulations 1000 mm, Ø75 mm

Annexe 4 – Fiche toxicologique du Éthylène-glycol

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	53

Éthylène-glycol

Fiche toxicologique synthétique n° 25 - Edition Août 2023

Pour plus d'information se référer à la fiche toxicologique complète.

Nom	Famille chimique	Numéro CAS	Numéro CE	Numéro index	Synonymes
Éthylène-glycol	Glycols	107-21-1	203-473-3	603-027-00-1	Éthane-1,2-diol



ETHYLENE-GLYCOL

Attention

- H302 - Nocif en cas d'ingestion

Les conseils de prudence P sont sélectionnés selon les critères de l'annexe 1 du règlement CE n° 1272/2008.
203-473-3

Propriétés physiques

Nom Substance	N° CAS	Etat Physique	Point de fusion	Point d'ébullition	Pression de vapeur	Point d'éclair
Éthylène-glycol	107-21-1	Liquide	-13 °C	197 °C	8 Pa à 20 °C 13 Pa à 25 °C 133 Pa à 50 °C	111 °C (coupelle fermée)

À 25 °C et 101 kPa, 1 ppm = 2,54 mg/m³.

Méthodes d'évaluation de l'exposition professionnelle

- Prélèvement par pompage de l'air au travers d'un dispositif constitué d'un filtre en fibre de verre et d'un tube rempli d'une résine Amberlite® XAD7. Désorption au solvant. Dosage par chromatographie en phase gazeuse.

Valeurs Limites d'Exposition Professionnelle

Des valeurs limites d'exposition professionnelle (VLEP) dans l'air des lieux de travail ont été établies pour l'éthylène-glycol.

Substance	PAYS	VLEP 8h (ppm)	VLEP 8h (mg/m ³)	VLEP CT (ppm)	VLEP CT (mg/m ³)	VLEP Description
Éthylène-glycol	France (VLEP réglementaire indicative - 2004)	20	52	40	104	Mention peau
Éthylène-glycol	Union européenne (2000)	20	52	40	104	Mention peau
Ethylene glycol (vapeur et fraction inhalable)	États-Unis (ACGIH, 2017)	25	63	50	127	
Ethylene glycol (fraction inhalable, aérosol uniquement)	États-Unis (ACGIH, 2017)	-	-	4	10	
Ethylene glycol (vapeur et fraction inhalable)	Allemagne (valeurs MAK)	10	26	20	52	Mention peau

Pathologie - Toxicologie

Toxicocinétique - Métabolisme

L'éthylène-glycol est bien absorbé par voies orale et inhalatoire, et plus lentement par voie cutanée ; il est largement distribué dans l'organisme. Il est éliminé dans l'air expiré (CO₂) et dans les urines (sous forme inchangée, de glycolates ou oxalates).

Toxicité expérimentale

Toxicité aiguë

La toxicité aiguë est faible ; les fortes doses sont à l'origine d'une atteinte du système nerveux central avec convulsions ainsi que des effets pulmonaires. Il n'est pas irritant pour la peau, légèrement irritant pour les yeux ; les vapeurs sont irritantes pour les muqueuses oculaire et respiratoire. Aucun potentiel sensibilisant n'est rapporté.

Toxicité subchronique, chronique

L'exposition répétée par inhalation entraîne une atteinte rénale modérée ; des effets hépatiques, hématologiques et une minéralisation de certains organes peuvent aussi être observés. Le contact répété avec les vapeurs induit une irritation conjonctivale.

Effets génotoxiques

Les données disponibles suggèrent une absence de génotoxicité.

Effets cancérogènes

Le peu de données disponibles ne met en évidence aucun potentiel cancérogène.

Effets sur la reproduction

De légers effets sur la fertilité (dégénérescence tubulaire chez la souris et augmentation de la durée de gestation chez les rates) ont été observés uniquement à forte dose par voie orale chez le rongeur. L'éthylène-glycol est à l'origine d'une fœtotoxicité, d'une embryotoxicité et de malformations essentiellement squelettiques chez le rat et la souris, les souris paraissant plus sensibles à ces effets.

Fertilité

Développement

Toxicité sur l'Homme

L'ingestion d'éthylène-glycol provoque des troubles neurologiques, digestifs, une acidose métabolique, des convulsions et une atteinte tubulaire rénale. En cas d'exposition répétée, une dépression du système nerveux central et une hyperlymphocytose ont été rapportées. Il est irritant pour les voies respiratoires et les yeux.

Recommandations

Au point vue technique

L'intégralité des recommandations techniques figurent dans la fiche complète. On prendra tout particulièrement soin à respecter les points suivants :

- Observer une **hygiène corporelle et vestimentaire** très stricte : lavage soigneux des mains (savon et eau) après manipulation et changement de vêtements de travail. Ces vêtements de travail sont fournis gratuitement, nettoyés et remplacés si besoin par l'entreprise. Ceux-ci sont rangés séparément des vêtements de ville. En aucun cas les salariés ne doivent quitter l'établissement avec leurs vêtements et leurs chaussures de travail.
- **Éviter tout contact** de la substance avec **la peau** et **les yeux**. **Éviter l'inhalation** de vapeurs et d'aérosols. Effectuer en **système clos** toute opération industrielle qui s'y prête. Dans tous les cas, prévoir une **aspiration** des vapeurs à leur source d'émission, ainsi qu'une **ventilation** des lieux de travail conformément à la réglementation en vigueur.
- Le choix des équipements de protection individuelle (EPI) dépend des conditions de travail et de l'évaluation des risques professionnels. Les EPI ne doivent pas être source d'**électricité statique** (chaussures antistatiques, vêtements de protection et de travail dissipateurs de charges). Une attention particulière sera apportée lors du **retrait des équipements** afin d'éviter toute contamination involontaire. Ces équipements seront éliminés en tant que déchets dangereux.
- Stocker l'éthylène-glycol dans des locaux **frais** et **sous ventilation mécanique permanente**. Tenir à l'écart de la chaleur, des surfaces chaudes, de toute source d'inflammation (étincelles, flammes nues, rayons solaires...).
- Conserver les déchets et les produits souillés dans des récipients spécialement prévus à cet effet, **clos et étanches**. Les éliminer dans les conditions autorisées par la réglementation en vigueur.

En cas d'urgence

- En cas de déversement accidentel de liquide, récupérer la substance en l'épongeant avec un **matériau absorbant**. Laver à grande eau la surface ayant été souillée.
- Si le déversement est important, **aérer** la zone et **évacuer** le personnel en ne faisant intervenir que des opérateurs **entraînés** et **munis d'un équipement de protection approprié**. Supprimer toute source d'inflammation potentielle.
- Des appareils de protection respiratoire isolants autonomes sont à prévoir **à proximité et à l'extérieur** des locaux pour les interventions d'urgence.

- Prévoir l'installation de **fontaines oculaires**.
- Si ces mesures ne peuvent pas être réalisées sans risque de sur-accident ou si elles ne sont pas suffisantes, contacter les équipes de secours interne ou externe au site.

Conduite médicale à tenir

Des recommandations médicales spécifiques existent concernant certains organes cibles (pour plus de détails, se reporter à la fiche complète).

Conduite à tenir en cas d'urgence

- **En cas de contact cutané**, retirer les vêtements souillés (avec des gants adaptés) et laver la peau immédiatement et abondamment à grande eau pendant au moins 15 minutes. Si une irritation apparaît ou si la contamination est étendue ou prolongée, consulter un médecin.
- **En cas de projection oculaire**, rincer immédiatement et abondamment les yeux à l'eau courante pendant au moins 15 minutes, paupières bien écartées. En cas de port de lentilles de contact, les retirer avant le rinçage. Si une irritation oculaire apparaît, consulter un ophtalmologiste et le cas échéant lui signaler le port de lentilles.
- **En cas d'inhalation**, appeler rapidement un centre antipoison. Transporter la victime en dehors de la zone polluée en prenant les précautions nécessaires pour les sauveteurs. Si la victime est inconsciente, la placer en position latérale de sécurité et mettre en œuvre, s'il y a lieu, des manœuvres de réanimation. Si la victime est consciente, la maintenir au maximum au repos. Si nécessaire, retirer les vêtements souillés (avec des gants adaptés) et commencer une décontamination cutanée et oculaire (laver la peau immédiatement et abondamment à grande eau pendant au moins 15 minutes). En cas de symptômes, consulter rapidement un médecin.
- **En cas d'ingestion**, appeler immédiatement un SAMU ou un centre antipoison, afin de faire transférer la victime en milieu hospitalier dans les plus brefs délais et de guider les modalités de la prise en charge pré-hospitalière. Si la victime est inconsciente, la placer en position latérale de sécurité et mettre en œuvre, s'il y a lieu, des manœuvres de réanimation. Si la victime est consciente, faire rincer la bouche avec de l'eau. L'intérêt d'une évacuation gastrique précoce par vomissements provoqués sera évalué en lien avec le médecin du SAMU ou du centre antipoison en fonction de la dose ingérée, du délai de prise en charge et de l'état clinique de la victime.

Annexe 5 – Décision de la demande d'examen au cas par cas

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	54



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Mise en place d'une ligne de traitement automatique pour la
gestion des déchets d'équipements électriques et
électroniques (DEEE) » sur la commune du Cheylas
(département de l'Isère)**

Décision n° 2025-ARA-KKP-5849

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-129 du 16 mai 2025 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Renaud Durand, chargé par intérim des fonctions de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2025-066 du 19 mai 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2025-ARA-KKP-5849, déposée complète par la société SIBUET Environnement le 23 mai 2025, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 4 juin 2025 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de l'Isère le 10 juin 2025 ;

Considérant que l'activité actuelle du site, qui relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de la déclaration, a été déclarée initialement en 2019 (preuve de dépôt complémentaire n°A-2-18SDJN865 du 01/07/2022) ;

Considérant que le projet consiste à étendre et à modifier l'activité du site existant de tri, traitement et transit de déchets non dangereux, en créant une nouvelle ligne automatisée de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) afin d'optimiser la valorisation matière des DEEE d'écrans cathodiques et plats sur la commune du Cheylas (38) ;

Considérant que la société SIBUET Environnement traite sur le site du Cheylas l'intégralité des écrans cathodiques et plats des DEEE provenant des déchetteries, des collectivités et des distributeurs de 15 départements du sud-est de la France ;

Considérant que le projet prévoit :

- d'augmenter la capacité journalière de traitement des DEEE non dangereux à 70 tonnes contre 9 tonnes actuellement ;
- de traiter jusqu'à 9t/jour de déchets dangereux (dalles plasma, lampes au mercure, écrans de type rétroprojecteurs) ;
- d'automatiser la séparation mécanique, le tri optique et le broyage des flux ferreux, non ferreux, plastiques et métaux précieux des DEEE pour récupérer des matières premières recyclées ;
- de réhabiliter partiellement des halls existants et d'aménager des réseaux nécessaires (électricité, ventilation, aspiration) sans démolition des bâtiments ;
- des travaux sur les réseaux et équipements pour capter et traiter par aspiration et filtration les émissions de poussières émises lors du broyage ;

Considérant que le projet intègre la valorisation des déchets, en produisant des matières premières recyclées (MPR) notamment environ 6 500 tonnes/an de fer, 1 000 tonnes/an d'aluminium et 150 kg/an de cuivre ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 1. a) « *Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation* » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet en zone d'activité industrielle et à proximité d'habitations ;

Considérant que le site est inclus dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère de la région grenobloise ;

Considérant que le volume de l'activité de tri transit regroupement de déchets dangereux (rubrique 2718) augmente très fortement par rapport à l'activité initiale (de 0,9 tonne à 47 tonnes).

Considérant que l'activité de traitement de déchets dangereux, notamment par broyage de dalles plasma et le traitement d'écrans contenant des tubes, est susceptible de générer des rejets atmosphériques, que l'augmentation significative (multipliée par 7) de la capacité journalière de traitement lié à l'extension de l'activité nécessite d'en évaluer de manière détaillée les incidences et les mesures prévues pour éviter tout risque pour l'environnement et la santé humaine ;

Considérant que les activités projetées sont à l'origine de prélèvements d'eaux industrielles pour la brumisation qu'il convient de quantifier au regard de l'augmentation du volume de l'activité ;

Considérant que le projet induit une augmentation du trafic routier (poids lourds et véhicules légers) sur les voiries desservant le site et que le dossier ne comporte pas d'estimation de ce dernier ni n'en présente les incidences ;

Considérant que, bien que s'implantant dans une zone d'activité, le projet est susceptible de générer des nuisances sonores pour les habitations les plus proches ; que le dossier ne présente pas de modélisation acoustique démontrant l'absence d'incidences supplémentaire en matière de nuisances sonores pour les riverains ;

Considérant que le dossier fait état que l'activité est susceptible d'être à l'origine de risques incendie, risque qu'il convient d'approfondir dans le cadre d'une étude de danger ainsi que les mesures mises en œuvre afin que les effets ne sortent pas des limites du site ;

Considérant que le développement de l'activité porte sur un ancien site pollué aux métaux lourds et qu'il convient ainsi, sur la base d'un état initial, de définir les restrictions d'usage afin de limiter tout risque de pollution et d'impact sur le plan sanitaire ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le maître d'ouvrage, le projet est susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de Mise en place d'une ligne de traitement automatique pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) situé sur la commune de Cheylas est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment ceux explicités dans les motivations de la présente décision ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de Mise en place d'une ligne de traitement automatique pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), enregistré sous le n° 2025-ARA-KKP-5849 présenté par SIBUET Environnement, concernant la commune de Cheylas (38), **est soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la préfète, par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
le directeur adjoint

Didier
BORREL

didier.borrel

Didier BORREL

Signature numérique
de Didier BORREL
didier.borrel
Date : 2025.06.12
17:00:38 +02'00'

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire. Elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

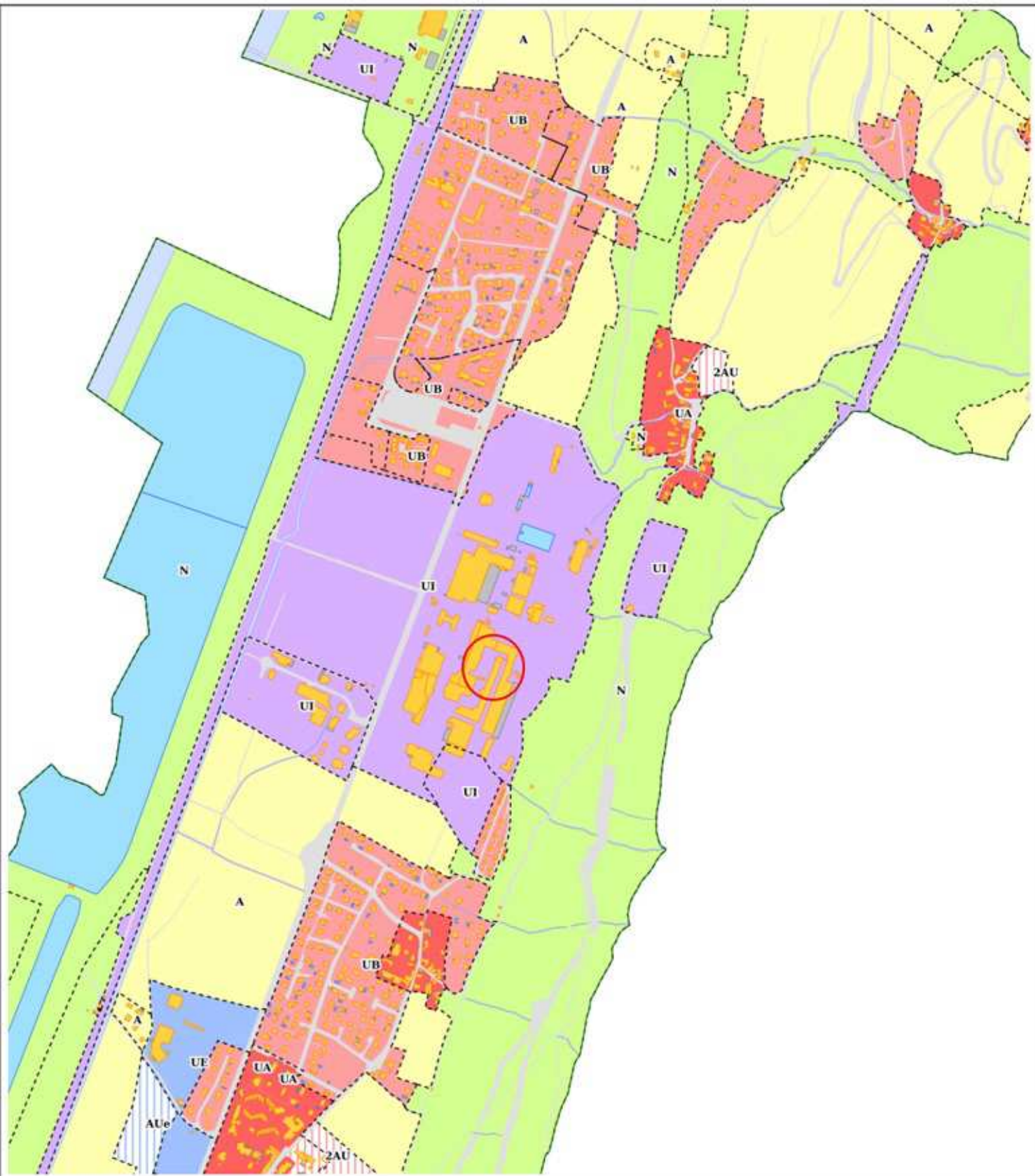
- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Annexe 6 – Extrait du plan local d'urbanisme

N° de rapport	Version	Rédacteur	Date	Page
C2311-726	0	Damien Colasuonno	17/05/2025	55

Plan de zonages


























271 m



Echelle : 1/13542

Légende

-  Limite communale
-  Contours de zonages
-  Bassin/Rétention d'eau (piscine, étang...)
-  Bâti dur
-  Bâti léger
-  Parcelle cadastrale
-  Réseau hydrographique
-  Domaine public
-  Zone à urbaniser à court terme (dotée des équipements nécessaires)
-  Zone à urbaniser à moyen-long terme (sous conditions d'installation d'équipements)
-  Zone agricole
-  Zone agricole constructible sous conditions
-  Zone à urbaniser à vocation résidentielle/pavillonnaire
-  Zone à urbaniser à vocation d'équipements et de services
-  Zone à urbaniser à vocation principale d'activités
-  Zone naturelle
-  Zone naturelle constructible sous conditions
-  Zone urbaine dense
-  Zone d'extension urbaine à dominante d'habitats collectifs
-  Zone urbaine résidentielle
-  Zone urbaine de faible densité
-  Zone urbaine à vocation d'équipements et de services
-  Zone urbaine à vocation d'activités économiques
- Numéros des parcelles
- Numéros de voie
- Noms de rue